

+ QUESTIONS KOLLE 3

1) Peut-on imputer à la sociologie de Durkheim une « éviction » de l'individu ?

Pour D., l'étude de l'individu est le champs disciplinaire d'une autre discipline que la sociologie. En revanche **l'étude de l'évolution de la place de l'individu dans la société** est présente dans les travaux durkheim, en effet, ceux-ci évoque un **individualisme** de plus en plus important dans les sociétés. Il évoque un "certain culte de l'individu" dans nos sociétés modernes.

L'**avènement de l'individu**, selon Durkheim, est un **phénomène social**, et c'est donc aux sciences sociales de **montrer comment des sociétés se sont transformées au point de se penser comme des sociétés d'individus** .

2) Les propriétés de contraintes et d'extériorités signifient-elles que l'individu est écarté?

Dans la sociologie Durkheimienne, l'individu est le support des faits sociaux, mais il n'en est pas la cause. Dès lors, l'individu subit ces faits sociaux extérieurs. (il est comme congédié par la sociologie.)

Or selon **Giddens et sa théorie de la structuration**, il est important de mettre en avant le fait que la structure sociale ne peut pas être simplement décrite comme une contrainte extérieure aux individus. elle doit être comprise comme un élément de structuration des agents dont les pratiques quotidiennes sont constituées par des routines + ou - conscientes.

Dès lors, le système social a à la fois un caractère contraignant mais aussi **habilitant** pour l'individu. Les explications sociologique se trouve donc dans **un processus de routinisation** (qui produit le sens commun et qui permet le maintien des institutions.)

3) Quelle est l'origine de la thèse de Louis Dumont faisant de l'individualisme l'idéologie spécifique des sociétés occidentales modernes ?

Ce sociologue & anthropologue et spécialiste de l'Inde a d'abord été **confronté à la société indienne de castes** où il y a **subordination de l'individu à la réalité sociale** : être passif, dépendant. C'est en analysant cette société puis en retournant

dans son « monde occidental » qu'il se rend compte que l'individualisme est l'origine spécifique des **société occidentales modernes** i.e la **subordination de la réalité sociale à l'individu**, considéré comme un être absolument indépendant et autonome

4) Quel lien entre démocratisation et individualisation?

Selon Tocqueville, la démocratisation, entraîne une évolution de l'ensemble de la société et de ses valeurs, un processus historique appelé l'égalisation des conditions. Cette égalisation des conditions est un facteur de l'individualisation des sociétés. **Ayant un sentiment d'égal avec le reste de la société, l'individu se détache de "ses aïeux", de ses amis et de sa famille.** C'est donc un lien **CAUSAL**.

démocratisation = égalisation des conditions = individualisation

5) Quel lien entre rationalisation et individualisation?

Selon Weber, la rationalité (et le processus qui l'accompagne cad la rationalisation) pénètre l'ensemble des activités sociales et modifie à la fois les pensées et les comportements des individus. Elle devient un principe **d'action individuelle**. Chacun exerce une autodiscipline pour utiliser au mieux son temps. La rationalisation permet donc une certaine **individualisation de la manière dont on organise** (et ce d'une manière de plus en plus rationnelle.) notre temps.

6) **Donnez des exemples de phénomènes sociaux à travers lesquels l'individualisation transparaît.** (*Il y'en a plein je pense du coup j'en ai mis plusieurs mais il peuvent être complétés, modifiés...*)

- 1) **L'affirmation des personnes transgenre.** C'est la propre décision de l'individu de changer d'identité.
- 2) **Octroi du droit de vote aux femmes.** femmes = individus propres => Capable de faire leur propres choix
- 3) **L'urbanisation** (j'sp trop si ca marche). L'individu peut plus facilement se créer son propre destin dans une ville ou il ya une plus forte densité de personne que dans un milieu rural ou la conscience collective a plus d'emprise sur l'ensemble des individus. L'urbanisation favorise l'individualisation et lui permet de "s'épanouir", de se développer.

- 4) **L'essor du protestantisme.** (ex dev par weber tu coco) Essor d'une nouvelle religion qui donne à l'individu une place central. C'est le rapport que **LUI SEUL** exerce avec Dieu qui déterminera sa situation après sa mort.
=> **Entreprise et travail individuels** rémunéré par l'acquisition d'une certaine richesse pour garantir son propre salut divin.
- 5) Aujourd'hui, tjrs dans le domaine religieux, on assiste à un **bricolage religieux** l'individu s'approprie plusieurs valeurs, plusieurs croyances dans différentes religion => affranchissement des dogmes imposés par certaines religions. (ID dev par la sociologue Danièle Hervieu Léger)
- 6) Nombre croissant de divorces, de + en + de familles recomposées ..=> **cadre familial de plus en plus individualisé.**
- 7) **affirmation des identités territoriales** (++) revendications territoriales: Corse par ex)
- 8) déclin de la classe ouvrière

7) Qu'est-ce que la «seconde modernité» ?

Ulrich Beck La société du risque, 1986

-> diagnostique l'avènement d'une seconde modernité structurée par les thématiques du **risque** et du **déclin des classes sociales**, déclin concomitant de celui de la **famille nucléaire** et de la **production de masse**.

extrait doc Llored "Pour cerner la spécificité de ce nouveau visage de la société, il défend, avec **Anthony Giddens**, une théorie de la « modernité réflexive » ou « seconde modernité ». Selon cette théorie, la société industrielle n'avait pas vraiment atteint le stade de la modernité réflexive en ce sens qu'elle était animée par une logique de modernisation « unidimensionnelle » qui renvoie à la « **rationalisation de la tradition** », tandis que la modernisation réflexive, marquée par l'individualisation réflexive, renvoie à la « **rationalisation du processus de rationalisation** ». Le changement majeur qui accompagne ce passage est que le **risque** n'est plus celui, extérieur à la société, qui ferait peser une menace sur elle (catastrophes naturelles, épidémies, etc.) ; **il est généré par la société elle-même** (manipulation du vivant, plantes transgéniques, etc.)"

(Francois de Singly l'avait déjà évoqué dans les années 60, à propos des transformations de la structure familiale notamment avec le changement de la condition des femmes.)

8) Qu'est-ce que l'homo clausus ?

Norbert Elias La société des individus, 1991

-> ce terme considère l'individu comme **un système fondamentalement clos**, coupé de toutes relations avec les autres êtres humains : **intérieurité close sur elle même**

Elias lui oppose la notion de d'homo non clausus : **l'individu se construit à travers ses relations avec les autres individus**. Il a notamment illustré cela avec le cas de Mozart : « Le destin individuel de Mozart, son destin d'individu unique aussi bien que son destin d'artiste exceptionnel, fut profondément influencé par sa situation sociale et par la dépendance d'un musicien de son temps à l'égard de l'aristocratie de la cour. »

9) A travers quels faits l'individualisme de la seconde modernité apparaît-il ?

-> Les sociétés de la seconde modernité feraient de la **réflexivité individuelle** leur logique de fonctionnement propre : les individus puiseraient désormais à tout un ensemble de savoirs — de la psychanalyse à la psychologie du couple, des théories nutritionnistes à la sophrologie — qui leur permettent d'**aborder de manière réflexive leurs pratiques sociales** (et leur corps) dans le cadre d'un « style de vie » cohérent.

-> L'équilibre simmelien entre individualismes « quantitatif » et « qualitatif » se serait rompu au profit d'un retournement du second contre le premier. **Dans la « seconde modernité » l'individualisme qualitatif, consacrant le droit de chacun à être reconnu dans sa différence et sa singularité** [Taylor, 1989], se retourne contre l'individualisme quantitatif ou « abstrait », soupçonné d'occulter derrière sa prétention à l'universalité des inégalités sociales bien réelles [de Singly, 2005].

-> Dans la seconde modernité, les individus se conforment de moins en moins à l'image que les institutions socialisatrices leur renvoient d'eux-mêmes : c'est tout le « programme institutionnel de l'individuation » qui s'effrite

10) Quels sont les quatre éléments que Stephen Lukes associait à l'individualisme dans Individualism en 1973 ?

- > **dignité** et sacralisé de la personne
- > **autonomie** et capacité à agir souverainement
- > respect de l'**intimité** privée
- > **développement** de soi

11) Sur quoi la thèse du passage d'un individualisme de la première modernité à un individualisme de la seconde modernité est-elle fondée ?

La conjonction de ces facteurs a contribué à la diffusion d'un nouvel idéal de réalisation de soi, davantage autocentré :

-> **Mai 1968** n'est pas étranger aux bouleversements dont il sera question : une culture hédoniste ou libertaire s'y exprime, dans un contexte de croissance économique, de développement de la consommation et des loisirs, d'augmentation du niveau de scolarité.

-> Dans un contexte aussi de **crise des référentiels** longtemps tenus pour indépassables (Dieu, la nature, l'État, le progrès, la science, la technique, l'amour, la morale...).

-> Mais l'individualisation contemporaine est tout autant liée à la **crise économique des années 1970** : individualisme moins flamboyant, renvoyant à une compétition accrue entre individus, dans un contexte de raréfaction des ressources (emplois).

-> mondialisation => "mutations affectant la relation de l'individu au social sous l'effet d'une globalisation qui délocalise les pratiques sociales et arrache l'individu à ses ancrages sociaux traditionnels"

+ transformation de la DT

=> C'est désormais en lui-même que l'individu est invité à chercher les fondements de son action

12) Critiquez la thèse du passage d'un individualisme de la première modernité à un individualisme de la seconde modernité est-elle fondée ?

Oui. la crise politique des années 1960 et de ses échos contemporains : dans la suite des revendications féministes, postcoloniales et LGBT, il est apparu que la fiction de l'individu « abstrait », défini par des statuts fonctionnels potentiellement universalisables (le citoyen, le conjoint et le parent, le travailleur), ne tenait pas debout.

En effet, derrière « le » citoyen gisait un ordre social patriarcal reléguant les femmes dans la sphère domestique et les condamnant à l'incapacité politique. Derrière « le » conjoint ou « le » parent guettait le modèle normatif de la famille nucléaire hétérosexuelle, plaçant les couples hors mariage ou l'amour homosexuel dans l'invisibilité et l'illégitimité. Derrière « le » travailleur, on entrevoyait les multiples formes d'exclusion et de discrimination raciales subies par les immigrés au cœur même du travail.

13) Qu'est-ce qui distingue le second individualisme du premier ?

=> "L'individu n'est plus celui qui recherche rationnellement son intérêt sur le marché ou le joueur d'échecs, personnages qui paraissent très impersonnels [...] **mais l'être affectif, centré sur lui-même, soucieux de se réaliser lui-même**" Alain Touraine (1992)

Le **premier individualisme**, davantage "abstrait" (selon F. De Singly), laisse une place à l'individu mais en se référant à des **principes universels communs à tous** (la raison, la religion universelle, l'intérêt général...) et à des figures au fond très normatives (le citoyen, le salarié, et même l'homo oeconomicus...). Le programme institutionnel semble très exigeant en matière de socialisation et d'intériorisation du social en assignant à chacun une place, un

statut, une identité qui tout à la fois singularisent (j'occupe une place différente de celle de mon voisin) **et désingularisent** (d'autres que moi occupent la même position, obéissent aux mêmes normes constitutives du même personnage social).

Le **second individualisme** (1960's) emprunte davantage à l'individualisme concret en se référant à **ce que l'individu à de spécifique** à travers un idéal de **réalisation de soi**, davantage autocentré. L'individu déborde des rôles que la société lui donne, **il récuse les identités prescrites**. L'acteur social, n'est plus désormais réductible ni à la rationalité, ni à l'habitus.

14) Que signifient les catégories d' « individualisme abstrait » et d' « individualisme concret » ?

Individualisme abstrait /générique (F. De Singly) = individu universel (Simmel)

=> L'individu n'est pas abandonné à lui-même, il est en quelque sorte tenu de l'intérieur par des croyances, des prescriptions de rôle, des références universelles (raison, la religion, l'intérêt général...), un statut, un habitus. **Les interdépendances sont fortes et chacun est tenu d'être ce qu'autrui attend de lui.**

Individualisme concret (différencié)= individualisme de l'altérité (Simmel)

=> **les individus cherchent à exister et à s'affirmer en tant qu'individus singuliers, irréductibles à aucun autrui ni à aucun rôle social.** Il est moi profond contre moi social, émotion singulière plutôt que raison universelle, imprévisible irrationalité plutôt qu'étroit calcul d'intérêt.

15) En quoi les évolutions de l'institution familiale expriment-elles les transformations de l'individu ?

L'individualisation familiale se mesure à travers différentes évolutions:

-**Recul de la famille nucléaire** => famille monoparentale, recomposée, homosexuelle...

- Le **nb de personnes vivant seules** (célibat choisi ou non)

- la **souplesse des structures familiales**, désormais plus ouvertes : divorce, concubinage et PACS expriment le droit conféré à chacun de partir à tout moment

-Les individus se définissent de moins en moins en référence à un ancrage ou un rôle familial dominant, souvent exclusif : fils de..., épouse de...

-On assiste au **déclin des rites de passage** qui définissaient l'adolescent, l'adulte...

- **Effritement des rôles familiaux**: Celle-ci n'est plus institution coercitive fixant à chacun un rôle écrit à l'avance. La famille tend à se réduire à un simple cadre qu'il appartient aux individus de construire par l'expérience. Les rôles parentaux, les rôles masculin et féminin, le rôle d'aîné, n'existent plus qu'autant que les individus y adhèrent et se les approprient. **On passe d'une logique de reproduction à une logique de bricolage**

- Les espaces communs font l'objet d'un usage négocié, les parents n'ayant plus le pouvoir de décider pour tout le monde

=> Ces pratiques sont marquées par un individualisme concret qui prend la forme d'un droit à être soi au sein de la famille.

16) Sur quelles données empiriques précises s'appuient les enquêtes qui défendent l'essor d'un second individualisme ?

L'essor d'un second individualisme mettrait en avant une prise de distance des individus d'avec les institutions constituées avec l'essor du premier individualisme : Etat, école, mariage, parti, syndicat.

Recomposition familiale => augmentation du taux de divorces pour 1000 habitants qui n'est pas spectaculaire mais qui reste significative, de 1,5 en 1980 à 1,9 en 2014 en France métropolitaine (Eurostat).

Effritement des groupes professionnels => La désyndicalisation est un fait bcp plus clair et étudié : le taux de syndicalisation en France est en baisse continue depuis son la décennie 70 où il se maintient au-dessus de 20% jusqu'à aujourd'hui, 11% (2018).

La seconde modernité entraîne également des chgmts dans l'ordre des valeurs. Ainsi, pour défendre sa thèse de l'essor des valeurs post-matérialistes, Ronald Inglehart s'appuie sur une vérification empirique de 1970 à 1988 (sondages) à partir de 6 pays : France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Grande-Bretagne; sur un échantillon total de 190 000 personnes.

17) Que deviennent les inégalités dans les analyses portant sur l'essor d'un individualisme de la seconde modernité ?

L'individualisme de la 2^{de} modernité est caractérisé par une réflexivité de l'individu dans la construction de sa propre identité; les inégalités n'entrent donc théoriquement pas en jeu dans ce processus qui apparaît strictement individuel. Néanmoins, on ne peut mettre sur le même plan les **ressources identitaires** tirées de la socialisation primaire et les **ressources réflexives** puisées dans les productions culturelles relevant du "développement personnel".

L'individu ne peut espérer exister comme individu qu'à condition de disposer de **ressources sociales**. Le portrait de l'individu par défaut placé dans l'impossibilité objective de se construire : qd le corps est une prison subie, quand la mobilité est trop coûteuse et que les relations sociales sont cantonnées à une proximité immédiate (quartier, voisinage), quand la précarité économique interdit à certains jeunes de s'émanciper de leur famille, quand le rapport aux objets est caractérisé par le dénuement, quand enfin font défaut les conditions sociales et culturelles qui autorisent à se penser comme sujet (travail, loisirs créatifs...)

=> On peut parler de formes d'inégalités et même de logiques qui sont celles des classes sociales => **La précarité identitaire double largement la précarité socio-économique. Le processus d'individualisation n'est alors + appréhendé comme une fatalité de l'histoire, mais comme la tentative réussie de la part d'une classe sociale (bourgeoisie culturelle ou classes moyennes) pour imposer comme catégorie universelle ce qui n'est finalement rien d'autre que son style de vie.** La logique du clan, de la bande, du groupe, se trouve en décalage complet avec la norme contemporaine.

18) Quelle place pour l'institution scolaire dans les analyses sur le second individualisme ?

François Dubet, Le déclin de l'institution, 2002. → Le rapport aux institutions a changé, les individus y introduisent une dose de réflexivité personnelle. L'institution scolaire en est un exemple typique. L'école est désormais incapable de mouler la personnalité des élèves dans un rôle codifié, donc ceux-ci doivent construire de manière personnelle une "expérience scolaire", tantôt en tant qu'acteurs stratégiques cherchant à maximiser la rentabilité de leur investissement, tantôt en cherchant dans l'institution l'intégration et la reconnaissance auprès des pairs. Les professeurs instaurent eux aussi un rapport réflexif à l'institution, prennent leurs distances et ne se définissent plus eux-mêmes par rapport à leur métier de professeur. Par ailleurs, un consensus existe pour dénoncer la "violence de l'arrachement institutionnel" caractéristique des rapports entre l'institution et l'élève auparavant. Le "métier de l'élève" a changé, et "La relation pédagogique est largement dérégulée, elle n'est plus enfermée dans un programme institutionnel." (Dubet).

19) Quelle place les notions de socialisation et d'identité occupent-elles dans les analyses consacrées au second individualisme ?

L'enjeu du second individualisme est la construction d'une **identité personnelle détachée d'une quelconque identité collective**. Cette identité personnelle est censée se construire d'après un questionnement, une **réflexivité** de l'individu.

La notion de socialisation s'appréhende autrement : La socialisation devient plus horizontale, sur le mode des interactions, et rejette l'ancienne socialisation verticale marquée par la violence symbolique. On peut aussi parler de "**socialisation par frottements**". Avec "le déclin des institutions" (Dubet 2002), "**la socialisation est plus un travail de création de soi qu'un simple inculcation culturelle**".

20) Comment Durkheim explique-t-il le processus d'individualisation ?

Chez Durkheim, le processus d'individualisation renvoie à celui de la formation d'un **individu sous forme générique**, en référence à un principe commun à tous les individus.

Le processus d'individualisation durkheimien s'apparente donc en d'autres termes à un processus d'individuation, issu de l'extension de la division du travail. **Ce processus travaille le corps social mais ne l'atomise pas**, grâce à un renforcement de **l'interdépendance des individus** entre eux qui fait émerger **une conscience collective**.

21) Un individu plus autonome dépend-il plus étroitement de la société ?

Dans le premier individualisme générique/abstrait, c'est le cas, **l'individu plus autonome est également plus interdépendant des autres individus, ce qui renforce ses liens avec la société**.

Dans l'individualisme de la 2nde modernité, l'individu plus autonome **semble au contraire se détacher de la société**, par la construction d'une identité propre et le développement d'une réflexivité personnelle.

22) La solidarité mécanique est-elle vouée à disparaître ?

À mesure que les sociétés deviennent plus volumineuses, se répandent sur de plus vastes territoires, **les traditions et les pratiques**, pour pouvoir se plier à **la diversité des situations** et à la **mobilité des circonstances**, sont obligées de se tenir **dans un état de plasticité et d'inconsistance qui n'offre plus assez de résistance aux variations individuelles**.

Celles-ci, étant moins bien contenues, se produisent plus librement et se multiplient : c'est-à-dire que **chacun suit davantage son sens propre**.

On s'achemine ainsi peu à peu vers un état, qui est presque atteint dès maintenant, et où les membres d'un même groupe social n'auront plus rien de commun entre eux que leur qualité d'homme, que les attributs constitutifs de la personne humaine en général.

= **fin de la solidarité mécanique**

23) Que signifie « sui generis » ?

Sui generis : qui est propre à une espèce ou une chose. Littéralement « de son espèce ».

24) La division du travail est-elle un phénomène moral ?

Durkheim compare la religion chrétienne (morale à suivre) et l'individualisme issue de la division du travail pour montrer que la religion se caractérise elle-même en une forme d'individualisme (intérêt pour les croyances et les pratiques individuels des fidèles) et que la division du travail est créatrice d'un ordre social solidaire et interdépendant, qui correspond à un idéal moral. L'opposition religion morale et individualisme amoral ou égoïste ne tient pas.

25) Comment définir la solidarité contractuelle ?

DURKHEIM, *De la division du travail social* (1893)

Au coeur de la solidarité organique, on trouve en effet une « solidarité contractuelle », fondée sur le contrat, **qui se définit comme la possibilité pour des citoyens de se mettre d'accord sur une disposition commune ayant pour eux force de loi**. D'où, lorsque des litiges surgiront, la place est toute faite pour l'autorité judiciaire et les tribunaux qui devront régler tout cela.

26) Quelle analyse Durkheim propose-t-il dans son article de 1898 « L'individualisme et les intellectuels » ?

Durkheim s'intéresse à l'affaire Dreyfus, **qu'il envisage comme un conflit entre l'autorité (des institutions) et la raison (des individus)**. Sans l'expression de ce conflit, il y aurait une dépendance à l'autorité des institutions.

Au moment de l'affaire Dreyfus, Durkheim essaie de comprendre le clivage qui s'est créé dans la société. Pour lui, il voit dans ce moment fondateur du XXe siècle français l'émergence de l'individualisme, promu par un certain nombre d'intellectuels. Un individualisme, selon une conception noble, prônant les droits et les libertés de l'individu, conscient du bien commun, et non pas une défense de l'intérêt particulier.

Les droits civiques et politiques que nous avons obtenus et conquis sont précieux, mais s'avèrent aujourd'hui insuffisants, et n'œuvrent aujourd'hui qu'à l'avantage des dimensions les plus négatives de l'individualisme, et il faut avoir le courage de compléter ces droits.

3. – Les fonctions macroéconomiques.

a) Les grands indicateurs macroéconomiques (tendance et fluctuations), notamment: PIB, taux d'inflation, taux de chômage, agrégats monétaires, balance des paiements.

b) Les fonctions de consommation, d'épargne et d'investissement.

c) La monnaie, le système bancaire et financier.

1) Comment fonctionne la création monétaire ?

Création monétaire = processus par lequel la masse monétaire d'une zone économique (comme la zone euro) est augmentée.

Les instituts d'émission (BCE, Réserve fédérale américaine et toutes les autres Banques centrales), seuls habilités à imprimer des billets et à frapper des pièces, ne sont à l'origine que d'environ 10% des liquidités en circulation. Pour l'essentiel, ce sont les banques commerciales, comme la BNP ou le CIC, qui créent la monnaie.

Elles accordent des crédits à leurs clients. Pour pouvoir le faire, elles doivent posséder en réserve les sommes qu'elles prêtent — et même un peu plus, afin de faire face aux retraits.

C'est une somme de liquidités mouvante, qui gonfle et se rétracte en permanence, en fonction des crédits offerts.

La quantité de monnaie en circulation doit toujours être corrélée à la production SINON inflation. Les Etats et les Banques centrales tentent d'encadrer la création monétaire. Ils mettent en place des mécanismes pour limiter les capacités de prêt des banques. En Europe, ces dernières sont par exemple contraintes de respecter plusieurs ratios réglementaires (ex : elles doivent placer l'équivalent de 1% de leurs dépôts auprès de la BCE).

2) Qu'est-ce que la planche à billet ?

Quand l'économie va mal, on dit que la Banque centrale peut faire fonctionner la « *planche à billets* ».

Quantité d'argent en circulation doit = besoins de l'éco (conso Q de biens et de produits en circulation).

Banque centrale imprime plus de billets que l'économie n'a besoin => stimuler la conso, l'investissement, la croissance. État peut choisir cette option pour rembourser ses dettes plus vite, par exemple.

AJD : ordinateur des banques centrales. Ex : rachat des titres de dette publique en créant de la monnaie => banques pv ont plus de liquidité et prêteront plus facilement aux ménages x entreprises => conso => I => prix augmentent => salaires augmentent => CROISSANCE.

MAIS PEUT RESTER DANS LE SYSTÈME FINANCIER ET BANCAIRE : ménages n'empruntent plus.

!!! RICHESSE = quantité de produits et de biens en circu =/ quantité de monnaie.

cf : vidéo de 4min du *Monde* qui explique très clairement le mécanisme.
<https://ideo-streaming.orange.fr/actu-politique/la-planche-a-billets-c-est-quoi-CNT000001emggL.html>

3) Qu'est-ce que la base monétaire ?

!!! =/ masse monétaire.

Quantité totale de monnaie émise par la Banque centrale (= monnaie centrale).

Elle détermine, par l'intermédiaire du crédit, la quantité totale de monnaie émise par le système bancaire.

4) Qu'est-ce qu'un prêteur en dernier ressort ?

La banque centrale est le prêteur en dernier ressort lors d'une crise financière grave. Elle va ainsi prêter aux banques de second rang qui n'ont pas réussi à se refinancer auprès du marché monétaire

5) Définissez effet de contagion.

De manière la plus générale, la contagion peut être définie comme l'occurrence d'un choc sur un ou plusieurs marchés, dans un ou plusieurs pays, ou bien pour une ou plusieurs institutions et la propagation de ce choc aux autres marchés, pays ou institutions

6) Définissez risque systémique.

Le risque systémique est défini comme le risque de devoir faire face à des événements systémiques importants comme par exemple un crash financier ou une faillite bancaire. Ces événements systémiques peuvent affecter négativement et de manière importante de nombreuses entreprises financières (banques, assurances, compagnies immobilières etc...) ou marchés financiers, ce qui a pour conséquence une instabilité financière. Cela fragilise le fonctionnement de l'ensemble du système financier et des institutions financières.

7) Définissez l'effet de levier.

Le risque systémique est défini comme le risque de devoir faire face à des événements systémiques importants comme par exemple un crash financier ou une faillite bancaire. Ces événements systémiques peuvent affecter négativement et de manière importante de nombreuses entreprises financières (banques, assurances, compagnies immobilières etc...) ou marchés financiers, ce qui a pour conséquence une instabilité financière. Cela fragilise le fonctionnement de l'ensemble du système financier et des institutions financières.

8) Présentez l'encadrement du crédit.

L'encadrement du crédit est une technique permettant à une banque centrale d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés dans le cadre de la politique monétaire. Les autorités monétaires fixent le volume global des crédits que chaque établissement est autorisé à consentir compte tenu de la progression de la masse de monnaie voulue et de la croissance économique anticipée. L'encadrement du crédit a été une constante en France de 1972 à 1984. Il a été supprimé et remplacé par une politique monétaire reposant sur le maniement des taux d'intérêts menée d'abord par la banque de France et depuis l'avènement de l'euro par la banque centrale européenne.

9) Qu'est-ce que l'« économie d'endettement » ?

Une économie d'endettement est une économie dans laquelle prédomine le recours au financement par crédit bancaire (et aux refinancements des banques auprès des banques centrales) pour assurer le financement des besoins des entreprises et des Etats. Le crédit représente ainsi le principal moteur de financement de l'activité productive. Dans les grands pays industrialisés, l'économie d'endettement a vu son rôle progressivement réduit au profit d'une économie reposant sur la sollicitation accrue des marchés financiers.

Ainsi jusqu'au début des années 1980, l'économie française est une économie d'endettement, c'est à dire que la part des financements intermédiés était très largement supérieure à celle des financements directs. En effet le faible taux d'autofinancement des entreprises leur imposait de recourir à des financements externes qui prenaient essentiellement la forme de crédits bancaires, du fait de l'étroitesse des marchés financiers.

Par ailleurs, du fait du contrôle des changes, qui s'achèvera en 1990, le système était faiblement ouvert sur l'extérieur. Ainsi le crédit bancaire constituait l'unique moyen de financement de l'économie, et celui s'exerçait dans un contexte de faible concurrence entre les institutions financières. De plus la régulation du système financier s'effectuait essentiellement par un contrôle direct sur les

quantités de crédits distribuées chaque années (encadrement du crédit jusqu'en 1987).

10) Quelle a été la place de l'État dans le financement de l'économie française au cours du dernier demi-siècle ?

Après la Seconde Guerre mondiale, l'État s'est transformé à partir des ordonnances d'octobre 1945 fondant la Sécurité sociale en France en un "État-Providence" protégeant contre les grands "risques" de la vie (chômage, maladie, vieillesse) et redistribuant les revenus au profit des familles et des plus pauvres. L'État avait cependant répondu, dès la fin du XIXe siècle, à une aspiration au progrès social, en intervenant, en tant qu'"instituteur du social" (P. Rosanvallon), dans les rapports sociaux (cf. la loi de 1889 sur les accidents du travail). (ça réponds pas directement à la question mais permet de contextualiser et donc expliquer l'intervention de l'Etat à ce moment-là)

L'État s'est également vu reconnaître en France à partir de 1945, compte-tenu des coûts d'acquisition de l'information pour les entreprises, et de la réticence des banques comme des entreprises à engager des investissements à long terme, un rôle de planification et de "grand ordonnateur de la croissance" (P. Rosanvallon). L'État est donc ainsi devenu un producteur, au travers notamment des entreprises publiques, l'employeur de plus d'un quart des salariés et un consommateur important, via les marchés publics, dans le cadre de missions que Richard Musgrave a rassemblé en 1959 en trois grandes "fonctions" : allocation des ressources, stabilisation de l'économie et redistribution.

À partir des années 1970, l'État-providence entre en crise et le rôle économique de l'État connaît une triple inflexion :

- en premier lieu, la légitimité de l'action de l'État a été remise en cause, notamment par les économistes de l'École des choix publics, qui ont montré que l'action publique répondait parfois davantage aux intérêts électoraux ou personnels des décideurs publics (responsables politiques, fonctionnaires) qu'à l'intérêt général ;
- en second lieu, l'efficacité de l'action de l'État a été contestée tant à l'échelle macroéconomique (ralentissement de la croissance à partir de 1973, puis difficultés de la Sécurité sociale), qu'à l'échelle microéconomique (gestion des entreprises publiques et de ses ressources humaines) ;
- enfin, la "mondialisation", la construction européenne et les impératifs de modernisation de l'économie ont conduit l'État à renoncer à certains de ses instruments, comme le contrôle des changes, le blocage des prix ou l'encadrement du crédit, tandis que d'autres étaient confiés à des institutions supranationales (l'Union européenne, la Banque centrale européenne, l'organisation mondiale du commerce) ou à des autorités administratives indépendantes.

11) Pourquoi est-il important de garantir la liquidité des marchés financiers ?

Pour éviter que les banques ne se retrouvent en situation de crise de liquidité et que le système financier ne se bloque, si les banques commerciales font face à un afflux de demande de retrait de fonds en monnaie centrale ou si les banques ne se prêtent plus entre elles c'est pourquoi La BC alimente le marché en liquidité nécessaires elle est prêteur en dernier ressort.

12) Quelles sont les deux explications justifiant l'existence des banques ?

univers d'information imparfaite et asymétrique, génératrice d'incertitude entre créanciers et emprunteurs la banque, en se spécialisant dans l'accumulation d'information privée, est beaucoup plus apte à évaluer, à un moindre coût social, les risques des projets et observer le comportement des emprunteurs que ne le sont des investisseurs individuels sur des marchés d'actifs financiers. L'existence de la banque est ainsi justifiée par son rôle de « monitoring délégué ».

la banque est un assureur de liquidité, en permettant aux consommateurs de déconnecter, à travers les périodes de temps, leurs flux de dépenses et leurs flux de revenus.

13) Qu'est-ce que le risque de taux ?

En économie, le risque de taux d'intérêt correspond à de possibles pertes économiques dues au désinvestissement ou au réinvestissement des flux monétaires. Il occasionne un risque de moins-value temporaire ou définitif en capital.

Ce risque concerne autant l'émetteur de titres de créances négociables que les investisseurs.

14) Qui sont les "zin-zin"?

Un zinzin, en argot boursier, désigne un investisseur institutionnel, ce sont des collecteurs d'épargne qui investissent ensuite une partie importante de celle-ci en valeurs mobilières.

15) Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt réel ?

Le taux d'intérêt réel dépend de l'évolution des prix au cours de la durée du placement, il tient compte du taux d'inflation et de la prime de risque

16) Quel est le principal avantage que les Etats trouvent dans la libéralisation financière ?

La libéralisation financière est une manière efficace et simple qui permet d'accélérer la croissance économique des pays en développement (en éliminant la répression financière, qui est à l'origine du ralentissement de la croissance économique, il sera possible d'augmenter davantage la croissance économique d'un pays)

17) Qu'est-ce que le système de « hausbank » ?

Le système hausbank est un système bancaire allemand. (on parle de système de “banque maison”). Hausbank désigne la banque principale d’une entreprise, responsable des services financiers de base (comme les dépôts, les paiements, les lignes de crédits). Ce système de banque maison est quasi-universel en Allemagne (seules 4.8% des entreprises n’ont pas de banque maison)

18) Que veut-on dire par « neutralité financière » ?

Neutralité financière (ou aussi neutralité de la monnaie) = idée qu’une hausse de la monnaie entraîne juste une hausse proportionnelle des prix, sans effets réels sur l’économie. (=une conclusion centrale du modèle de plein emploi)

Autrement dit (def du dictionnaire d’éco) : neutralité financière = une hypothèse selon laquelle une variation de la quantité de monnaie laisse inchangés les prix relatifs et ne modifie que les prix absolus

19) Que signifie $I = S$?

$I = S$ signifie que l’Investissement (= flux qui permet d’accroître ou renouveler un stock de capital) est égal à l’Épargne (=fraction du revenu qu’un agent économique ne consomme pas immédiatement, donc flux qui augmente la valeur du patrimoine).

Calcul : Production = conso + investissement = distribution revenu ($Y = C + I = R$)

Distribution du revenu = conso + épargne ($R = C + S$)

Donc $Y = R$; et donc $C+I = C + S$; et finalement $I = S$

Cette égalité est purement comptable ...

20) Quel rapport les classiques établissent-ils entre I et S ?

Pour les classiques, l’équilibre $I = S$ s’est toujours réalisé (car l’offre crée sa propre demande)

Cf loi des débouchés de Say. La production trouve tjs un débouché (car tous les revenus versés servent à l’achat d’un bien). Si les marchés fonctionnent correctement ils devraient conduire à un équilibre de l’offre et de la demande de K sur le marché et donc conduire à un équilibre entre épargne et investissement ($I = S$)

21) Quel rapport Keynes établit-il entre I et S ?

Pour Keynes, la relation causale est inversée : $S = I$

C’est l’investissement qui détermine le revenu et celui-ci permet (en fonction du partage que font les ménages entre conso et épargne) de déterminer le niveau le niveau de l’épargne.

C’est donc l’investissement qui génère l’épargne. Il y a égalisation de l’épargne et de l’investissement ex post.

22) Qu'est-ce que la préférence pour la liquidité ?

Préférence pour la liquidité : tendance des agents économiques à conserver une partie de leurs actifs sous forme de monnaie (du coup pour Keynes : pas de neutralité de la monnaie, et trois motifs de la préférence pour la liquidité : motif de transaction, de précaution, de spéculation)

23) Quels sont les trois motifs keynésiens de la demande de monnaie ?

1 - le **motif de transaction** : fait référence aux disponibilités nécessaires aux agents pour effectuer leurs transactions. Appliqué aux ménages, ce motif est appelé motif de revenu. Il correspond à la détention de monnaie rendue nécessaire par l'existence d'un intervalle de temps entre le moment où les ménages perçoivent leurs revenus et celui où ils les dépensent. Appliqué aux entreprises, ce motif est appelé motif professionnel.

2 - le **motif de précaution** : répond au besoin des agents de se prémunir contre l'imprévu, de saisir des opportunités d'achat à prix favorable (qu'il s'agisse de biens réels ou de titres) ou de garder un avoir en valeur nominale immuable pour faire face à une obligation future stipulée en monnaie.

3-le **motif de spéculation** : incite les agents économiques à opérer des arbitrages entre monnaie et titres, avec l'objectif de réaliser des plus-values en capital sur les marchés financiers. L'individu peut en effet préférer garder son épargne sous forme monétaire (la monnaie est un actif non rémunéré mais sans risque) que placer cet argent en titres avec un risque de perte en capital. L'encaisse de spéculation (Es) correspond donc à une épargne conservée sous forme monétaire, compte tenu du niveau du taux d'intérêt.

24) Qu'est-ce qu'un effet de richesse ?

L'effet de richesse (ou effet de patrimoine) traduit le fait qu'une variation de la valeur de leurs actifs patrimoniaux incite les agents éco à modifier leur demande de biens de consommations et d'investissement. Cette demande s'accroît lorsque la valeur du patrimoine augmente et diminue en cas de baisse.

25) Qu'est-ce que le multiplicateur monétaire ?

Le multiplicateur de crédit (ou monétaire) est le coefficient (k) par lequel est multiplié la quantité de monnaie centrale (C) pour déterminer la quantité de monnaie scripturale (Ms) créée par l'ensemble des banques de second rang $\rightarrow Ms = kC$

Il permet de rendre compte du pouvoir de création monétaire des banques Ce pouvoir est néanmoins limité par la demande de monnaie manuelle (b) et les réserves obligatoires ®.

Sans monnaie manuelle, le multiplicateur monétaire (ou de crédit) est égal à l'inverse du coefficient de réserves obligatoires des banques $\rightarrow k = 1/ \textcircled{R}$

avec monnaie manuelle le multiplicateur k s'écrit $k = 1/ \textcircled{R} + b$

Ce concept de multiplicateur de monnaie repose sur l'hypothèse que la création de monnaie par les banques de second rang est subordonnée à la détention d'encaisse excédentaires préalables en monnaie centrale. Sous cet angle, il s'oppose au mécanisme du diviseur de crédit.

26) la monnaie est-elle neutre ?

La neutralité de la monnaie est une hypothèse théorique selon laquelle une variation de la quantité de monnaie laisse inchangée les prix relatifs et ne modifie que les prix absolus (niveau général des prix). Par exemple, dans cette approche, un doublement de la quantité de monnaie se traduit par un doublement simultané de tous les prix nominaux, les prix relatifs ne sont donc pas modifiés.

Dans la théorie néoclassique, les choix des agents sont déterminés par les prix relatifs, l'hypothèse de neutralité de la monnaie signifie donc que cette dernière n'a aucune influence sur les comportements des agents économiques.

Les économistes de l'école autrichienne rejettent la neutralité de la monnaie. Pour Hayek, les variations de la quantité de la monnaie modifient les prix relatifs et seule une quantité de monnaie rigoureusement fixe serait neutre.

27) Comment mesure-t-on l'autofinancement des entreprises.

Autofinancement : désigne le fait de financer ses investissements avec des ressources financières propres, ce qui permet d'éviter le recours à l'emprunt

On peut, pour évaluer l'importance de l'autofinancement, utiliser plusieurs indicateurs:
- le taux de marge = excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée (VA) qui met en évidence la répartition de la valeur ajoutée

- la marge brute d'autofinancement ou cash-flow = les bénéfices distribués et mis en réserve + les amortissements. Cet indicateur mesure la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

- le taux d'autofinancement = épargne de l'entreprise (profit mis en réserve) / FBCF qui mesure dans quelle l'investissement réalisé est autofinancé.

28) Pourquoi les Etats sont-ils structurellement en situation de besoin de financement ?

Le besoin de financement correspond à la situation d'un agent économique dont la somme de ses ressources est inférieure à la somme de ses dépenses. On parle de besoin de financement si le solde est négatif, et de capacité de financement s'il est positif.

Le cas de l'Etat est à part : il est aujourd'hui un véritable acteur de la vie économique. Par ses décisions en matière de politique économique, l'Etat intervient sur les fonctions de consommation, d'investissement dans le but de soutenir ou relancer l'activité économique, depuis les années 1980, le besoin structurel de financement est devenu la règle car ses dépenses > recettes (impôts, TVA...) son déficit budgétaire (flux) fluctue autour des 3% et la dette (stock) de l'Etat augmente ds le cas de la France et de nombreux pays européens.

L'Etat providence, "l'Etat d'investissement social" (Suède, d'après Esping-Andersen), l'effet de cliquet, la loi de Wagner sont autant de facteurs qui expliquent l'accroissement des dépenses tjr supérieur à celui des recettes.

De plus, l'Etat est le seul agent économique immortel, qui possède un horizon temporel infini ce qui lui permet de se financer plus "facilement" sur les marchés.

29) Expliquez la désintermédiation.

Dans son ouvrage qui a fait date The crisis in Keynesian economics (1974), J. Hicks fait la distinction entre une économie d'endettement (celle de la France des "Trente glorieuses" ou des states = financement intermédié via des banques et le crédit bancaire) et une économie de marchés financiers (depuis les 1980's) avec l'accroissement du financement désintermédié c'est à dire directement auprès des marchés financiers (émission d'actions, de titres de court terme sur le marché monétaire)

Ainsi la désintermédiation financière est le processus qui conduit les agents éco qui ont des besoins de financement à réduire leur recours au crédit bancaire et à faire directement appel à la toute puissance des marchés financiers. Cette désintermédiation se mesure avec le taux d'intermédiation financière. Il n'en reste pas moins que de nombreux agents éco (ménages, petites et moyennes entreprises) ont toujours recours au crédit bancaire et donc au financement intermédié. De plus, les banques sont devenues essentiels sur les marchés financiers ce qui tend à tempérer la portée du processus de désintermédiation.

30) Définissez la FBCF.

Erreur fréquente : confondre la FBCF (stock) et l'investissement (flux)

La FBCF, formation brute de capital fixe, est un agrégat de l'INSEE qui mesure l'investissement et comprend les actifs fixes " corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. "La FBCF est un indicateur (on utilise souvent le rapport FBCF/VA ou le taux d'investissement = FBCF/PIB) issu de la comptabilité nationale française. La FBCF est donc la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant l'année sur le territoire français. Comme l'investissement est en partie au coeur de la croissance, la FBCF est donc un bon indicateur bien qu'imparfait pour apprécier la mesure de la conjoncture. Il reste que le problème de la prise en compte de l'immatériel fait de la FBCF un agrégat heuristiquement fécond mais à manier avec précaution.

31) L'investissement immatériel est-il inclus dans la FBCF ?

Depuis quelques années, la FBCF intègre certains investissements immatériels, essentiellement les dépenses liées à l'achat de logiciels et les dépenses de recherche-développement mais aussi œuvres littéraires et artistiques originales, les dépenses de prospection minière ou pétrolière. Par contre, les dépenses de formation continue ou celles de publicité, restent comptabilisés comme des dépenses de consommations intermédiaires. A noter aussi que les animaux utilisés dans un processus de production (les vaches laitières, par exemple), végétaux à production permanente (vigne, arbres fruitiers) font partie de la FBCF.

32) Quel est le % de R-D dans le PIB français ?

$R\&D/PIB * 100 = 2,2\%$ (en 2017) une comparaison France Allemagne peut se justifier au regard de la proximité des structures économiques et académiques = 3% du PIB pour l'Allemagne

33) Les flux d'IDE sont-ils défavorables à l'économie française ?

La position de la France en terme d'entrée d'IDE, est favorable par rapport à des pays dans des situations proches. La fiscalité sur les entreprises n'aurait donc pas l'impact qu'on lui prête. Il y a en effet une tendance haussière depuis 1990. Les flux d'IDE permettent une création d'emploi. De nouveau la tendance est haussière. Il est donc difficile de considérer que la fiscalité en France freine l'évolution des entreprises sur le territoire national.

Cependant, les flux d'IDE sortant peuvent pour partie être des Investissement productifs qui sortent de l'économie domestique et donc de la demande effective, ces flux peuvent se traduire par des délocalisations... Ce qui peut s'avérer défavorable à l'économie. Inversement, les flux d'IDE entrant peuvent remplacer les I nationaux ce qui fait pencher la gouvernance des firmes sur le court terme et dé-territorialise dans le même temps les entreprises. De plus, les IDE entrant ne se traduisent pas hic et nunc par des emplois, il faut de plus affiner l'analyse en observant la part de VA créée par ses flux.

34) Présentez le mécanisme de l'accélérateur.

Def : principe selon lequel une variation de la demande engendre une variation plus que proportionnelle de l'investissement qui permet de la satisfaire → dû à Aftalion et à J.M Clark. Comment choc de demandes peut se transmettre à ensb de l'éco

Ce mécanisme se distingue en 2 types d'accélérateurs :

L'accélérateur simple : Confrontée à une **hausse de leurs débouchés**, les entreprises vont souhaiter augmenter le volume de leur capital productif afin de suivre l'évolution de la demande. Elles seront obligées de consentir une **dépense en investissement proportionnellement supérieure à la hausse de la demande**.

On peut alors observer que **lorsque la demande ralentit**, l'investissement peut diminuer en valeur absolue. Et, inversement **lorsque la demande augmente brusquement**, le supplément d'investissement va être très important puisqu'il faut répondre à la demande passée et présente. **Il y a donc surréaction de l'investissement aux variations de la demande**. Comme v (coefficient fixe) est généralement supérieur à 1, les variations de la demande se répercutent de façon amplifiée sur le niveau de l'investissement et le taux d'investissement.

L'intensité de l'accélérateur dépend du degré d'utilisation des capacités de production. Si ce dernier est faible, l'accélérateur tendra à être très faible ou nul; si le taux d'utilisation des capacités de P^o est très élevé, alors l'accélérateur sera très fort.

Limites : ces hypothèses sont contraignantes

- Les entreprises doivent fonctionner à pleine capacité. Toute augmentation de la D nécessite de nouveaux achats de biens d'équipement
- répondent par augmentation des Q et non des prix
- Coef de capital est constant

L'accélérateur flexible. Il faut prendre en compte le fait que les **entreprises** se ménagent généralement quelques marges de manœuvre en conservant des capacités de production non utilisées, car elles ne **connaissent pas avec certitude l'évolution de la demande**.

Avant de « désinvestir » ou de déclasser une partie de leurs équipements, elles s'interrogent sur le **caractère durable de la baisse de la demande**.

De même avant d'investir, elles s'interrogent sur la **nature de la hausse de la demande observée**. De plus, il existe des coûts d'ajustement liés à l'acquisition et à l'installation des nouveaux équipements. Il peut apparaître préférable de conserver des capacités de production oisives. Au total, l'investissement ne s'ajustera qu'avec retard à la demande, et en fonction d'une série de paramètres différents d'une entreprise à l'autre et d'un secteur à l'autre.

L'accélérateur flexible prend donc en compte une inertie de **l'investissement qui tient aux délais d'ajustement par rapport à l'évolution de la demande et aux anticipations**. L'approche en termes d'accélérateur relève d'une vision keynésienne du fonctionnement de l'économie dans laquelle les contraintes de débouchés tiennent un rôle prépondérant

35) Qu'est-ce que la rentabilité ?

Profitabilité = Rentabilité Financière – Taux d'intérêt réel.

Cette notion permet d'observer comment une logique purement financière peut détourner une entreprise de ses objectifs productifs. Si sa rentabilité financière est insuffisante alors que les placements offrent des opportunités bien plus intéressantes (estimées par le taux d'intérêt), elle délaissera des projets productifs. La rentabilité des entreprises apparaît donc ainsi comme un bon aiguillon pour orienter les flux d'investissement.

36) Présentez le « Q de Tobin ».

$Q = \frac{\text{Valeur boursière de l'entreprise}}{\text{Valeur de remplacement de son capital}}$

→ indicateur pour rendre compte des relations entre les cours boursiers et l'investissement.

(la valeur de remplacement de son capital est la valeur comptable de l'entreprise). Si $q > 1$ alors cela incitera les actionnaires à investir dans l'entreprise car tout euro de capital engagé accroîtrait de façon plus que proportionnelle la valeur de l'entreprise en bourse (sa capitalisation boursière). Par conséquent, les phases de hausse boursière sont normalement favorables à l'augmentation de l'investissement.

37) Comment le modèle accélérateur-profit rend-il compte de l'investissement ?

On considère qu'une proportion α des entreprises connaît une contrainte de débouchés (I_d) et qu'une autre partie ($1 - \alpha$) est contrainte financièrement et investit principalement en fonction de ses profits (I_π). La fonction macroéconomique s'écrit alors : $I = \alpha I_d + (1 - \alpha) I_\pi$
L'investissement est fonction de la croissance de la demande et d'une variable de profit (taux de rentabilité) et du coût de l'investissement.

Selon les cas, c'est la contrainte sur la demande ou la contrainte sur l'investissement qui l'emporte.

38) Précisez les effets d'offre et les effets de demande de l'investissement.

Demande : L'investissement est une des grandes composantes de la demande. Il est une demande de biens d'équipement dont la fabrication donne lieu à une distribution de revenus qui financeront à leur tour une nouvelle demande. C'est, bien sûr, le multiplicateur d'investissement : une dépense d'investissement donne lieu à une augmentation plus que proportionnelle du niveau de la demande. L'effet multiplicateur sera d'autant plus fort que la propension marginale à consommer sera élevée.

Offre : Mais, l'investissement augmente aussi les capacités de production et généralement aussi leur efficacité puisqu'il incorpore le progrès technique

39) Quelle est la responsabilité de l'investissement dans les fluctuations cycliques ?

Sans être aussi importante que celle de la demande des ménages, la contribution de l'investissement à la croissance du PIB est décisive.

Surtout, il s'agit d'une composante instable dont la responsabilité dans les fluctuations cycliques est loin d'être négligeable.

Le modèle de l'oscillateur de Samuelson repose sur une combinaison du multiplicateur et de l'accélérateur. Une hausse des investissements élève les revenus (multiplicateur) et provoque l'augmentation de la demande. Ce supplément de demande entraîne de nouveaux investissements (effet accélérateur). La combinaison de ces effets expliquerait les fluctuations cycliques conjoncturelles.

40) Quels niveaux pour le taux d'investissement en France au cours de ces 10 dernières années ?

Le taux d'investissement des entreprises baisse régulièrement en France depuis 1962 : taux d'investissement des sociétés non financières, hors entreprises individuelles vaut 19 % en moyenne entre 1990 et 2006, contre 24 % au cours des années 1960-80. Le taux d'investissement des entreprises en France est plus faible que le taux d'investissement des pays de l'UE15, en moyenne⁸¹ : les entreprises françaises et les étrangères préfèrent investir dans d'autres pays.

En 2008, l'investissement total s'élevait à 427,2 milliards d'euros⁸². Il se décomposait notamment en
investissement des entreprises non financières : 52,57 % ;
administrations publiques : 14,6 % ;
investissements des ménages : 28,3 %.

41) Comment la comptabilité nationale définit-elle la consommation ?

Selon la CN, la consommation est l'utilisation d'un bien ou service qui entraîne à plus ou moins long terme sa destruction. On distingue la Conso° finale et les conso° intermediaires
 Conso° finale= Valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins humains individuels et collectifs par les ménages. La conso° finale effective inclut les services produits par les administrations , gratuits mais individualisables (dépenses de santé, d'éducation, évaluées au cout des facteurs)

Conso° intermediaires= la valeur des biens et services consommés ou transformés au cours du processus de production par les entreprises (pour produire des biens de conso finale ou de production ou d'autres biens intermediaires)

42) Présentez la fonction de consommation keynésienne.

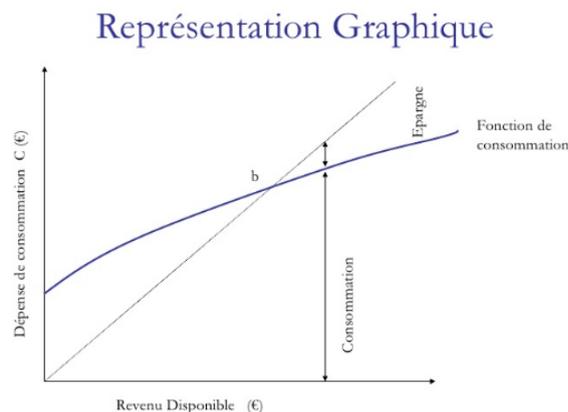
Fonction de consommation keynésienne est résumée par l'équation: $C = c.Y_d + C_o$

C= consommation totale

c= propension marginale à consommer $0 < c < 1$

Y_d = revenu courant (perçu dans la période) = revenu disponible brut

C_o = consommation incompressible qui correspond au minimum vital que les ménages consomment même lorsque le revenu est quasi nul.



Représentation graphique:

Au fur et à mesure que le revenu s'accroît, l'augmentation de la consommation ralentit alors que l'épargne s'accroît.

La fonction de consommation keynésienne est :

- une fonction de **court terme**
- essentiellement dépendante du **revenu courant**
- caractérisée par une **propension marginale à consommer décroissante** du revenu réel

43) Quel rôle le multiplicateur joue-t-il dans l'équilibre épargne-investissement ?

Le multiplicateur d'investissement $[1 / 1 - c]$ est égal à l'inverse de la propension marginale à épargner $[1/Pms]$ dont la formule a été présenté pour la première fois par Kahn en 1931 dans une étude sur les conséquences d'une politique de travaux publics.

Le principe du multiplicateur permet d'expliquer ce phénomène : la variation initiale de l'investissement provoque une variation du revenu qui suscite un supplément d'épargne permettant – ex post – l'égalité entre épargne et investissement.

→ multiplicateur de Kahn: toute hausse de la dépense publique implique une hausse supérieure du PIB en raison des flux successifs de revenus et de consommation qui en découle.

Limites: ne fonctionne que si le surcroît de revenu permis par la hausse initiale de dépense soit soit consommé (et pas épargné) sinon n'a aucun effet sur le PIB = propension marginale à consommer est positive.

44) Les inégalités de répartition affectent-elles la fonction de consommation keynésienne ?

Oui parce que selon la loi psychologique fondamentale, propension marginale à consommer décroît avec la hausse du revenu. les moins dotés en R ont plus forte propension à consommer alors que les plus riches consomment peu → politique budgétaire pour augmenter leurs R peut être efficace pour augmenter la DG pcq vont consommer d'avantage.

D'abord, la distribution des revenus influence la consommation globale. En effet, c'est la propension marginale à consommer n'est que la moyenne pondérée des propensions marginales à consommer des différentes catégories sociales (assimilées ici à des catégories de revenus). Plus les écarts de revenus sont faibles et plus c sera représentatif des comportements individuels. Mais si les revenus sont très inégalement répartis, c ne sera qu'une moyenne peu représentative avec des écarts types d'autant plus élevés que les écarts seront grands.

Ensuite, le fait que les propensions marginales à consommer soient d'autant plus faibles que les revenus sont élevés constitue un des fondements des politiques de relance par la consommation. En effet, redistribuer des revenus par imposition des titulaires de revenus élevés et versement de prestations aux titulaires de faibles revenus, non seulement ne réduit pas la consommation des premiers, mais accroît en plus celle des seconds, ce qui augmente la consommation totale qui est un élément central de la demande effective.

→ en taxant ceux qui ont les revenus les plus élevés et en redistribuant cet argent à ceux qui ont des revenus plus faibles on soutient la consommation.

45) Présentez la fonction de consommation de Duesenberry ?

L'analyse Keynésienne reposait sur l'hypothèse du revenu courant (les changements de conso de court terme dépendaient des variations seules du revenu courant. Or selon Duesenberry le niveau de consommation atteint pendant une période dépend non seulement du revenu courant mais aussi du plus haut niveau de consommation atteint durant la période précédente. Ainsi la consommation dépend du revenu courant + de la consommation passée. Contrairement à ce que voudrait la formule keynésienne, il remarque que la propension moyenne à consommer (conso/revenu) est constante sur une longue période alors que le revenu augmente

46) Quelle modification Brown introduit-il dans la fonction de consommation ?

Brown introduit dans la fonction de consommation une **inertie des comportements** : la consommation courante est alors expliquée par le revenu courant et la consommation de la période précédente qui exprime l'effet des habitudes.

$$C_t = cY_t + aC_{t-1} + b$$

Avec $0 < c < 1$ et $0 \leq a < 1$

47) Quels sont les fondements microéconomiques de la fonction de consommation de Friedman ?

Friedman se place dans une perspective microéconomique de **choix intertemporel** du consommateur (c'est-à-dire qu'il s'agit de calculer la *répartition optimale de la consommation* dans le temps, sous contrainte d'un montant de ressources donné. Le consommateur est supposé connaître ses *revenus présents et futurs* et il cherche à *maximiser l'utilité* retirée de la consommation à différentes périodes)

La consommation des agents à un moment donné n'est pas déterminée par leur revenu courant mais par la somme actualisée de leurs revenus présents et futurs. Le **revenu permanent** est le revenu jugé normal par les agents qui va déterminer leur consommation à la place du revenu courant.

La fonction de consommation de Friedman est donc : $C = k Y_p$ avec Y_p le revenu permanent et k la propension à consommer le revenu permanent.

Pour conforter la notion de revenu permanent, il introduit une hypothèse d'**anticipations adaptatives**. Elle concerne les anticipations de revenu futur, ce qui permet une révision des prévisions de revenu en fonction des erreurs commises lors de la période précédente. La valeur estimée du revenu permanent est ainsi corrigée de période en période.

48) Comment la théorie du revenu permanent s'oppose-t-elle à la fonction de consommation keynésienne ?

La théorie du revenu permanent remet en cause la **stabilité de la fonction de consommation keynésienne** et le **mécanisme du multiplicateur**.

Dans la mesure où la propension à consommer keynésienne et le multiplicateur dépendent de variables transitoires, il n'est plus possible de prévoir les effets d'une variation des dépenses publiques. Il n'existe plus de relation simple entre le revenu courant et la consommation des ménages.

	keynésiens	Monétaristes
Fonction de consommation	Relation de comportement stable	La fonction de consommation keynésienne est instable à court terme donc le multiplicateur budgétaire est plus incertain que le multiplicateur monétaire

49) En quoi la théorie du cycle de vie de Modigliani innove-t-elle ?

L'analyse de Modigliani se situe d'emblée à un *niveau macroéconomique*. Les phénomènes macroéconomiques résultent de l'agrégation des comportements de trois générations qui cohabitent dans le temps. Ces comportements sont déterminés par la croissance *démographique* (qui entraîne une augmentation du nombre de jeunes et d'actifs par rapport au nombre de retraités) et la croissance économique (qui entraîne une augmentation de l'épargne globale puisque la désépargne des retraités fondée sur des revenus antérieurs plus faibles, est plus que compensée par l'épargne des « jeunes » et des « actifs » alimentée par des revenus actuels plus élevés).

La prise en compte des **évolutions de la démographie** est une innovation. La consommation agrégée n'est ainsi **pas assimilable** à la consommation individuelle.

50) Quelles sont les deux idées constitutives du mercantilisme ?

Pour les mercantilistes : la puissance politique, la puissance commerciale et la prospérité des citoyens vont **de pair**; le système économique est un **jeu à somme nulle** (le gain d'un agent se traduit nécessairement par la perte (de niveau équivalent) d'un autre agent).

51) Quelles fonctions la comptabilité nationale remplit-elle ?

La comptabilité nationale a plusieurs fonctions :

- C'est un **instrument d'information** adapté aux besoins des décideurs politiques (définition des politiques) , de l'administration publique (administrations fiscales ou sociales), des entreprises et des agents économiques en général
- Elle permet de **retracer l'histoire économique** de la nation et de satisfaire les exigences de rigueur et de précision d'une approche quantitative
- Elle rend possible les **comparaisons entre pays**
- Elle permet d'établir des **prévisions** et de réduire ou de maîtriser en partie le degré d'incertitude auquel tout agent qui prend une décision est exposé

52) Comment l'INSEE définit-elle la production ?

production = Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

53) La production non marchande est-elle incluse dans le PIB ?

- production non marchande comprend les productions non marchandes fournies par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) à d'autres unités, soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs (-de 50% coûts de prod) ainsi que la production pour usage final propre
- Le Produit intérieur brut ou P.I.B. est défini comme étant la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité (auxquelles on ajoute la TVA et les droits de douane), pour une période donnée, indépendamment de la nationalité des entreprises qui s'y trouvent.
- Le Produit intérieur brut est constitué du Produit intérieur marchand (biens et services échangés) et du Produit intérieur brut non marchand (services fournis par les administrations publiques et privées à titre gratuit ou quasi gratuit). Ce dernier est, par convention, évalué à son coût de production.

=> donc production non marchande prise en compte mais mal car à ses coûts de production

54) Une production en volume peut-elle être donnée en euros ?

- production en volume = à prix constants, ie on isole l'impact des variations de prix (évo du PIB en valeur pas suffisante pour évaluer la croissance)
- le + souvent mesuré en quantité et relativement simple de faire la part des prix et des volumes dans l'évolution de la valeur entre 2 années successives
- INSEE, souvent production en volume calculée en % en comparaison avec l'année précédente (au prix de l'année précédente) MAIS calcul = diviser la production en valeur par le coefficient multiplicateur des prix DONC résultat en valeur

55) Comment distingue-t-on l'épargne financière des ménages ?

- épargne financière = partie de l'épargne qui est placée sous forme d'actifs financiers se décompose en :
 - 1) épargne liquide (moyens de paiements et compte sur livrets)
 - 2) épargne placée en valeurs immobilières
 - 3) épargne contractuelle (assurance vie, Plan d'épargne logement)

56) Comment la CN définit-elle la FBCF des entreprises ?

- FBCF = La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents.
- Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

57) Rappelez l'équilibre emplois-ressources.

- opérations sur les biens et les services liées par une relation d'équilibre entre ressources et emplois : au cours d'une période donnée, le total des ressources pour un produit (bien ou service) est nécessairement égal au total des emplois.
=> Dans le cas des biens (et de quelques services), la variation des stocks permet l'ajustement dans le temps de l'offre et de la demande.
- L'équilibre entre ressources et emplois pour un produit donné s'écrit :
=> **Production + Importations + Marges de commerce et de transport + Impôts, nets de subventions, sur les produits = Consommation intermédiaire + Dépenses de consommation finale + Formation brute de capital fixe + Variations de stocks + Acquisitions moins cessions d'objets de valeur + Exportations**

58) A quoi sert le TES ?

Dans la comptabilité nationale, le tableau d'entrées-sorties (TES) synthétise les opérations sur biens et services. Ce tableau découle directement du tableau input-output dressé par W. Leontief(1906-1999, prix Nobel en 1973).

Pour chaque produit, le TES établit l'équilibre emplois/ressources avec (en lignes) les achats de chaque branche à chacune des autres branches et (en colonnes) la destination des productions de chaque branche(consommation finale totale, exportations, investissements).

Le TES permet : - calculer les coefficients techniques de production pour chaque branche ;

- établir la valeur ajoutée (brute)

Par exemple, il permet d'évaluer l'impact d'une politique de relance de l'activité d'une branche (le bâtiment par exemple) sur l'ensemble de l'économie. Plus les liens sont forts, plus l'impact de la modification de production de cette branche sera important sur les autres branches auxquelles elle est liée.

59) Quelle est la part de « Agriculture, pêche, sylviculture » dans la VA de la France ?

En 2018, l'agriculture, la pêche et la sylviculture représentait **2,1%** de la VA de la France (environ 40 milliards d'euros).

60) Quelle est la part de l'industrie + construction dans la VA totale des branches ?

En 2016, l'industrie (14%) et la construction (5%) représentaient **19%** de la VA brute par branche à prix courants.

61) Quelle a été le secteur d'activité le plus touché par la récession ?

C'est le **secteur de l'industrie** dont la part dans la VA totale des branches ne fait que diminuer : elle était de 23% en 1980 et n'était que de 14% en 2016.

Après crise de 2008, surtout **l'automobile et l'immobilier**

62) Quelle type d'approche, transversale ou longitudinale, la fonction de consommation keynésienne confirme-t-elle ?

La fonction keynésienne semble confirmer une **approche transversale** (étude d'une population hétérogène sur une période donnée) car des études statistiques confirment qu'avec ces conditions la propension moyenne diminue quand le revenu augmente.

Elle ne semble pas confirmer une approche longitudinale (étude d'un groupe donné ou d'une personne représentative des caractéristiques moyennes de ce groupe dans le temps) car ici, la propension moyenne à consommer a plutôt tendance à rester constante. C'est à partir de cette approche que Friedman développera sa théorie du revenu permanent, critiquant ainsi celle de Keynes.

63) Le revenu courant est-il le principal déterminant du niveau de consommation ?

Pour Keynes, oui, les agents consomment en fonction du revenu de la période donc si le revenu varie beaucoup la consommation varie beaucoup

Or d'après Friedmann, nécessité de décomposer le revenu courant en un revenu permanent (somme qu'un consommateur peut dédier à sa conso en maintenant son capital à une valeur constante) et un revenu transitoire (exceptionnel, égal à la différence entre le revenu permanent et le revenu courant)

choix des consommateurs dictés par leur revenu effectif actuel + leur revenu estimé à long terme

64) Qu'est-ce qu'une perspective intertemporelle ?

L'analyse microéconomique néoclassique porte sur les comportements des agents privilégie une approche statique, la perspective intertemporelle lui donne une approche dynamique en prenant en compte le temps -> incidences des choix présents sur le futurs, prise en compte du futur pour établir des choix au présent.

exemples: taux d'actualisation $1/(1+r)$, modèle des choix intertemporels, fonction d'utilité intertemporelle $U(C_0, C_1)$ avec C_0 consommation en t_0 et C_1 en t_1 , préférence pour le présent....

65) Définissez revenu permanent.

La théorie du revenu permanent élaborée par M. Friedman (A theory of the Consumption Function, 1957) et F. Modigliani (prix nobel en 1985) distingue au sein du revenu un composante permanente et une composante transitoire:

$$Y = Y_p + Y_t$$

Le revenu permanent (Y_p) est la valeur actualisée des flux de revenus passés et des flux de revenus futurs et anticipés.

Le revenu transitoire (Y_t) est lié aux variations non anticipées du revenu (maladie, accidents, fluctuations cycliques de l'activité économique, etc.)

66) Quelle formulation Friedman donne-t-il à la fonction de consommation ?

$C = k * Y_p$ avec k = la propension à consommer qui est stable sur la longue durée et Y_p le revenu permanent.

Explication:

Selon Friedman dans Une théorie de la fonction de consommation, 1957, les politiques publiques n'ont aucune incidence sur la consommation (effet multiplicateur) car les ménages se basent sur le revenu permanent = flux de revenu dont un agent dispose à chaque période sans diminuer ou augmenter la valeur de son patrimoine, il prend en considération les revenus passés, présents et futurs. L'agent raisonne à long terme en termes de conso donc seules les variations du revenu ayant un impact à long terme vont faire varier sa consommation. En cas de hausse conjoncturelle du revenu il va lisser sa conso par de l'épargne (ou de l'emprunt). La consommation dépend donc du taux d'intérêt et du revenu permanent (richesse). A long terme propension moyenne à consommer est constante.

67) Doit-on prendre en compte un effet patrimoine dans la fonction de consommation ?

Avec son concept de revenu permanent Friedman montre que le niveau de patrimoine a effectivement une influence sur la fonction de consommation.

Il compare le le revenu permanent et le revenu courant. Concrètement, le revenu permanent correspond à la somme qu'un ménage peut consommer sans modifier la valeur de son patrimoine. Il s'agit donc de savoir si "l'effet de richesse" influence ou non la consommation, à la hausse – lorsque la valeur des actifs s'accroît, comme à la baisse.

68) Qu'appelle-t-on la « critique de Lucas » ?

La critique de Lucas porte sur la non prise en compte des politiques économiques menées. On ne peut pas calquer les comportements des agents sur les comportements passés car ils sont dotés d'une rationalité leur permettant de d'adapter leurs comportements aux politiques menées.

69) Comment peut-on expliquer les difficultés de la prévision conjoncturelle ?

H

70) Pourquoi selon les néokeynésiens, la fonction de consommation est-elle plus sensible aux variations du revenu courant que ne le pensent les monétaristes et nouveaux classiques ?

Dans la **perspective keynésienne**, la consommation dépend du niveau de **revenu courant**, ce qui rend les ménages très sensibles à une variation, même temporaire, du revenu.

Les **monétaristes** contestent cette approche. Friedman montre que la consommation dépend du **revenu permanent** (= **revenu moyen anticipé sur toute la vie** en fonction des facteurs déterminants la richesse de l'agent).

Le consommateur, **rationnel**, cherche à déterminer la **répartition optimale de sa consommation tout au long de sa vie**. Il raisonne pour ses dépenses sur de **longues périodes** et ne souhaite pas voir sa consommation fluctuer au gré de leur revenu courant (qui subit des chocs temporaires aléatoires). Il prend en compte **la totalité de ses revenus** y compris futurs afin de les répartir également tout au long de sa vie.

Friedman suppose que les agents effectuent des « **anticipations adaptatives** » : ils tirent parti des anticipations effectuées dans le passé et des erreurs commises sur ces anticipations.

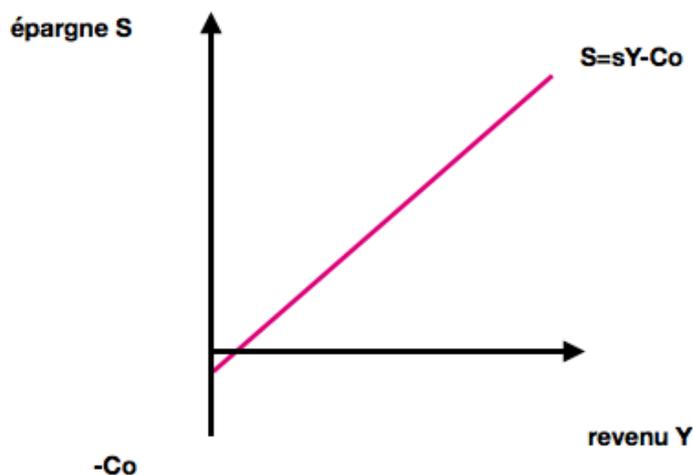
La **nouvelle école classique** substitue à l'hypothèse d'anticipations adaptatives celle « d'anticipations rationnelles », introduite par Muth dès 1961 et reprise par Lucas en 1972.

Qd les agents forment des **anticipations rationnelles** : ils tirent parti de toute l'information disponible (et non plus seulement des informations passées) pour établir leurs prévisions.

Il est donc supposé que les ménages intègrent dans leur contrainte budgétaire intertemporelle les **impôts futurs**.

La **théorie de l'équivalence ricardienne** montre que les agents intègrent les impôt futur dans leur décision de consommation : toute augmentation présente de la dette de l'Etat (par une baisse des taxes ou un financement des dépenses publiques par l'emprunt) implique une augmentation équivalente dans le futur des impôts pour rembourser la dette. Donc, les agents vont baisser leur conso présente et augmenter leur épargner pour payer les impôts futurs et ne pas réduire la valeur de leur héritage (comportement d'altruisme générationnel).

71) Présentez la fonction d'épargne keynésienne.



On sait que $S = Y - C$ (l'épargne = le revenu - la conso)

Comme $C = cY + C_0$ (c'est la fonction de C de Keynes)

On a $S = Y - (cY + C_0)$

$$= Y(1-c) - C_0$$

$$= Y_s - C_0$$

Et s est la propension marginale à épargner, constante comprise entre 0 et 1.

72) Le niveau de l'épargne réagit-il positivement à une hausse du taux d'intérêt ?

OUI ET NON : une hausse du taux d'intérêt à 2 effets contradictoires.

OUI :

Selon les **néoclassiques** : le taux d'intérêt détermine arbitrage entre C et S (=conso différée). Une hausse des BV taux d'intérêts réels doit augmenter l'épargne.

C'est l'**effet de substitution** : SI hausse du taux d'intérêt

ALORS hausse du taux d'épargne

CAR on substitue une conso présente à une conso future.

NON :

C'est l'**effet de revenu** : SI hausse du taux d'intérêt

ALORS baisse du taux d'épargne

CAR on obtient un revenu équivalent avec un moindre effort d'épargne, donc pourquoi augmenter l'épargne ?

On préfère consommer maintenant.

73) Rappelez le dilemme entre le « principe de sacrifice » et le « principe de la dépense ».

Le **principe de dépense** est défendu par les **keynésiens** : c'est le niveau de l'investissement qui détermine l'épargne qui viendra ex-post égaliser la dépense initiale ayant permis l'investissement.

Le **principe de sacrifice** est avancé par les **classiques et néoclassiques** : le financement de l'investissement le plus sain suppose une épargne préalable ou ex-ante suffisante.

74) Pourquoi une insuffisance d'épargne intérieure correspond-elle nécessairement à un déficit extérieur ?

Au niveau macroéconomique, une insuffisance d'épargne revient à **un excès de demande** sur le marché des biens et services. Donc pour répondre à cette demande, les entreprises sont obligées de d'importer : les importations deviennent supérieures aux exportations, on a bien un déficit extérieur.

(Explications avec des lettres :

$$Y_d - Y_s = (I+G) - (S+T) = M - X$$

Donc si $(S+T) < (I+G)$

Alors $M > X$ et il y a déficit extérieur.

Y_d = Demande domestique

Y_s = Offre domestique

G = demande publique

T = épargne publique

M = importations

X = exportations)

75) Qu'est-ce que le paradoxe Feldstein-Horioka ?

On désigne par **paradoxe Feldstein-Horioka** [1980] le fait que la **corrélation entre épargne et investissement** dans la plupart des pays développés soit **comprise entre 75 et 90 %**.

76) Quels sont les 7 principaux déterminants de l'épargne et de la consommation ?

1. Revenu disponible courant (Keynes)
2. Taux d'intérêt (néoclassiques)
3. Préférence pour le présent (néoC)
4. Richesse (néoC)

5. Inflation qui affecte l'épargne (effet des encaisses réelles PIGOU)
6. Le solde public et les prélèvements obligatoires (théorème d'équivalence ricardienne BARRO)
7. Le vieillissement de la population

77) Définissez accumulation du capital.

Renvoie à la transformation l'épargne en moyens de production

Pour les entreprises, accumulation du capital = investissement net = Investissement brut - amortissement

La consommation de capital fixe renvoie à l'usure et l'obsolescence, l'amortissement aux sommes mises de côté pour renouveler ces équipements

(processus par lequel s'accroît le stock de capital, qui résulte des flux antérieurs d'investissement et de déclassement du capital utilisé ou obsolète. (pour Marx, accumulation croissante du capital est une loi économique du capitalisme))

78) Quelles sont les différentes destinations de l'investissement dans une entreprise ? -> j'ai pas compris le sens de la question

1. investissements matériels (terrains, constructions, machines, outillages)
2. investissements financiers (prises de participations, achat de titres)
3. investissements immatériels (brevets, licences, marques, fonds de commerce)

OU

1. Augmentation de la capacité de production: I de capacité
2. Renouveler les machines usées ou obsolètes: I de remplacement
3. Accroître l'efficacité de la production et du travail: I de productivité

MAIS les trois tendent à se confondre dans la réalité

79) Quelle différence y a-t-il entre rentabilité économique et rentabilité financière ?

La prise en compte du mode de financement:

La rentabilité économique revient à comparer les recettes nettes d'exploitation apportées par les investissements aux capitaux qui ont été nécessaires pour leur financement

-> Indépendant du mode de financement (autofinancement ou emprunt) et des taux d'intérêt

La rentabilité financière mesure le rapport du résultat aux capitaux propres uniquement

-> Tient compte du mode de financement

80) L'investissement comporte-t-il des effets d'offre ou des effets de demande ?

Les deux:

- L'investissement met en jeu le multiplicateur d'investissement: il représente une demande de biens d'équipements, leur production donne lieu à une distribution de revenus qui débouche sur une nouvelle demande. Une dépense d'investissement donne donc lieu à une augmentation plus que proportionnelle du niveau de la demande (et ce d'autant plus que la propension marginale à consommer est importante)
- Augmentation des capacités et de l'efficacité (avec le progrès technique) de la production

81) Comment définit-il l'efficacité marginale du capital ?

Pour Keynes, l'investissement est une composante essentielle de la demande globale. Les entrepreneurs investissent si l'investissement leur rapporte plus qu'il ne leur coûte. L'efficacité marginale du capital renvoie

aux recettes futures que les entrepreneurs escomptent d'un apport de capital supplémentaire, compte tenu des différents coûts associés à l'utilisation de ce capital

82) Quel rapport Keynes établit-il entre l'investissement et les marchés financiers ?

Une économie de marché fonctionnant sans entraves peut parfaitement s'établir dans un état durable de récession et de chômage. Dans ce cas, seule une politique ambitieuse de dépenses publiques peut la tirer de ce mauvais pas. Car, dans un contexte de pessimisme des entreprises et des marchés financiers, seul l'État peut compenser l'effondrement de l'investissement privé. L'incertitude fait le lien entre l'I et les marchés financiers. En effet, si l'incertitude augmente, la D de monnaie augmente (préférence pour la liquidité), ce qui fait augmenter le taux d'intérêt et contrarie l'investissement. Mais du fait de l'effet balançoire, la relation entre i et I n'est pas simple. En effet, on vient de voir que lorsque le i augmente, l'investissement est pénalisé. Sauf que l'effet balançoire nous dit que lorsque le i baisse, les agents anticipent une augmentation future du cours des obligations achètent massivement des titres ce qui est de nature à pénaliser les investissements aussi. Mais surtout, les marchés financiers contribuent à l'instabilité du système car ils opèrent une réévaluation permanente de tous les investissements. Or ces réévaluations se basent sur les seules « connaissances » ou données tangibles, à savoir les conventions, qui peuvent être modifiées. → instabilité.

83) Quel rôle les conventions jouent-elles chez Keynes?

Convention financière selon Keynes : méthode de calcul, basée sur l'hypothèse que « l'état des affaires continuera indéfiniment », grille d'analyse, un instrument de formation des anticipations commun aux agents.

→ permet de lever l'instabilité inhérente au fonctionnement du marché financier : la référence extérieure que constitue la méthode permet aux agents de sortir du mécanisme autoréférentiel.

→ elle est assortie d'une croyance commune, appelée également par Keynes « *convention* », selon laquelle l'évaluation du marché est correcte, même si chacun sait qu'elle ne l'est pas nécessairement. Cela résulte de ce que le prix relève d'une prophétie autoréalisatrice.

84) Que veut dire Keynes à travers la métaphore du concours de beauté?

La métaphore du concours de beauté illustre le fait qu'en bourse, et plus généralement sur l'ensemble des marchés financiers, les prix des titres ne sont pas déterminés par leur valeur intrinsèque, mais plutôt par la perception qu'en ont les acteurs du marché. De ce fait, la meilleure stratégie pour l'investisseur consiste à deviner ce que les autres pensent. Le prix d'un titre est ainsi déterminé par un mécanisme auto-référent fondé sur ce que chacun pense que les autres pensent que les autres pensent *ad infinitum*.

85) Rappelez les principaux arguments qui militent en faveur de la thèse d'une révolution keynésienne.

→ Rupture avec thèses classique et néo-classiques parfois décorrélées de la réalité économique (nouvelle vision du chômage avec la notion de chômage involontaire, préférence pour la liquidité, conteste la loi des débouchés)

→ Mise en avant novatrice de l'action nécessaire de l'État au-delà de ses fonctions régaliennes, en particulier en cas de crise (redistribution des R, politique d'expansion monétaire, I public)

→ Nouvelle approche de la demande, avec le rôle de la demande effective et des anticipations

(+ thèses reprises et 'améliorées' par les successeurs de Keynes)

86) Quel rôle l'offre de monnaie joue-t-elle selon Keynes?

Pour Keynes, une hausse de la quantité de monnaie peut avoir un effet direct sur l'économie et le volume de production. En effet, si les agents économiques ont plus d'argent en leur possession, ils vont le dépenser ou l'investir, ce qui entraînera une hausse de la production (c'est-à-dire du PIB) et une baisse du chômage. Cela est notamment vrai en cas de crise économique et de sous-emploi des facteurs de production (chômage, usines fermées...). Dans ce cas, comme une partie de l'appareil productif est inemployé, une stimulation de la demande venant de l'augmentation de la quantité de monnaie peut plus efficacement dynamiser l'activité économique. Selon Keynes, les agents économiques peuvent être victimes d'une « *illusion nominale* », ce qui signifie qu'ils perçoivent mal les effets de l'inflation sur leur pouvoir d'achat.

87) Qu'est-ce que le paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance?

Paradoxe énoncé par Keynes qui montre qu'il peut y avoir des situations où le chômage de masse (→ pauvreté) coexiste avec une situation d'accumulation de richesse (→ abondance).

88) Définissez équilibre de sous-emploi.

Vs le concept de chômage volontaire des néoclassiques. Équilibre de sous-emploi = **situation d'équilibre** sur le marché sans pour autant que cet équilibre assure le plein emploi. Le chômage s'explique par une demande effective/anticipée trop pessimiste (demande effective, qui détermine le niveau de production global et le niveau d'emploi) donc un recrutement plus faible des entreprises et comme csq des chômeurs involontaires, malgré l'équilibre..

“Rien dans la détermination du niveau de Y (=revenu national) ne garantit qu'il correspond au revenu (ou à la production) permettant d'atteindre le plein-emploi. Ce serait même le résultat d'un hasard qu'il en soit ainsi. En effet, Y dépend de la propension à consommer (qui est indépendante de l'emploi) et de l'investissement qui est fonction de décisions qui ne font à aucun moment intervenir la préoccupation de l'emploi.”

89) Que veut dire Keynes en évoquant les « esprits animaux » ?

Les décisions économiques des agents (conso, I ..) sont influencées par les sentiments et émotions humains. Keynes met en avant l'importance de l'incertitude, notamment dans le calcul de l'investissement à long terme. Les agents ne sont pas rationnels au point de calculer leur investissement sur de nombreuses probabilités, ils prennent des décisions avant tout spontanées → esprits animaux = “un besoin spontané d'agir” dit Keynes

Questions sur le pouvoir d'achat.

1) Comment définir le pouvoir d'achat ?

De manière simple, c'est la quantité de biens et services qu'un revenu permet d'acquérir, donc c'est un concept qui doit rendre compte de l'évolution simultanée des revenus et des prix. En réalité + compliqué que cela, déjà il y a une approche collective (pouvoir d'achat moyen à l'échelle nationale) ou une approche individuelle (pouvoir d'achat par habitant ou par UC). De manière plus rigoureuse, on peut définir le pouvoir d'achat à partir de deux indicateurs de la compa nat: **PA = Revenu Dispo Brut** (revenus d'activités, de patrimoine et prestations sociales - impôts et cotisations sociales) / **déflateur de la consommation** (qui N'EST PAS exactement l'indice des prix à la consommation). Pour autant, ces indicateurs sont parfois incomplets (on peut raisonner à partir du RDB monétaire ou du RDB arbitrage par exemple).

2) Qu'est-ce que le pouvoir d'achat par unité de consommation ?

Il s'agit du pouvoir d'achat rapporté à la notion d'unité de consommation → approche individuelle qui est utilisée pour tenir compte de la réduction de certaines dépenses grâce à la vie en commun (logement par ex) → une pondération plus représentative de la composition des ménages et in fine plus proche de la réalité de la consommation des ménages : dans un foyer, le premier adulte compte pour une UC, une personne supplémentaire de plus de 14 ans pour 0,5 UC et chaque enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3 UC. Le pouvoir d'achat par UC et donc plus précis que le pouvoir d'achat par habitant par exemple

3) Quel problème la prise en compte du patrimoine pose-t-elle ?

Le patrimoine est une composante du RDB (donc du PA), or le patrimoine connaît des variations multiples, qui ne se ressentent pas forcément dans sa corrélation avec le pouvoir d'achat. Le patrimoine **varie au cours de l'année** en fonction de (i) la consommation de capital fixe des actifs non financiers, et d'éléments qui ne résultent pas de la production : (ii) les gains et les pertes de détention, ainsi que les autres changements de volumes (iii).

exemples: - les plus values boursières (latentes) sont des gains de détention qui contribuent à augmenter le patrimoine net sans être du revenu, et lorsque le ménage réalise cette plus value en vendant les actifs concernés, son revenu ne varie pas, pas plus que son patrimoine, seule sa trésorerie augmente. (ici, PA augmente mais revenu et patrimoine restent inchangés)
- Les remboursements d'emprunts augmentent le patrimoine net (le passif financier diminue) sans faire varier le revenu disponible. (PA ne varie pas alors que le patrimoine si)
-le logement: valeur qui s'accroît, le patrimoine net du ménage augmente également (l'actif non financier augmente) du fait d'un gain de détention qui porte sur le terrain supportant le bâtiment résidentiel. Enfin, quand un terrain non valorisé ou cultivé devient bâti, le ménage qui le détient voit son patrimoine augmenter du fait d'un « changement de volume » qui lui aussi laisse son revenu disponible inchangé. (donc PA aussi)

4) La mesure du pouvoir d'achat est-elle aussi une mesure du « pouvoir d'épargner » ?

Dans une certaine mesure oui, on peut se faire une idée de la capacité d'épargne à partir du pouvoir d'achat → épargne (= renoncement à la consommation) et pouvoir d'achat renvoient à la conso . Cependant, les problèmes soulignés dans le cadre de la mesure du PA se retrouvent ds celle du "pouvoir d'épargner": il faut penser aux dépenses pré-engagées /contraintes et aux problèmes posés par le patrimoine (// question précédente), d'autant plus qu'il est déterminé par l'épargne. "C'est pourquoi la mesure du pouvoir d'achat, qui est aussi un « pouvoir d'épargner », se limite aux revenus courants" (doc insee)

5) Pourquoi à court terme l'évolution du RDB et celle du PIB peuvent-elles diverger ?

Il y a une durée nécessaire pour que la production s'adapte à une hausse de la demande liée à une hausse du RDB. A l'inverse, une diminution du revenu disponible n'arrête pas immédiatement l'activité de production. (La réponse est nulle alors hésitez pas à la remplacer/compléter)

6) Pourquoi le pouvoir d'achat par ménage a-t-il progressé moins vite que le pouvoir d'achat mesuré à partir de la population globale ?

En raison de l'accroissement démographique.

7) Comment le pouvoir d'achat des ménages propriétaires de leur résidence est-il traité ?

L'Insee simule un loyer fictif dans leur RDB : on parle de "loyer imputé". En 2007, l'Insee estimait cette part à 16% du RDB des ménages.

8) Pourquoi le déflateur utilisé pour mesurer le pouvoir d'achat des ménages et l'IPC sont-ils différents ?

Le déflateur permet de mesurer les variations des prix dans tous les aspects de l'économie, tandis que l'IPC s'intéresse seulement aux dépenses de consommation à partir d'un panier de biens et services. Il compare l'évolution du coût d'un panier fixe.

Les mouvements d'un déflateur implicite de prix traduisent à la fois des variations de prix et des changements dans la composition de l'agrégat pour lequel le déflateur a été calculé. Si il s'agit du déflateur du PIB, l'évolution des prix concerne seulement la production nationale, ce qui n'est pas forcément le cas de l'IPC.

9) Comment explique-t-on le décalage entre l'inflation mesurée et la perception de la hausse des prix par les ménages ?

Le passage à l'Euro semble avoir amorcé cette rupture entre inflation perçue et mesurée, avec une hausse des prix de biens du quotidiens avant l'arrivée de la monnaie unique. D'autre part, la hausse des prix influence inégalement les ménages : par exemple, plus souvent fumeurs, les ménages à bas revenu sont plus sensibles. Les ruraux ont subi le renchérissement de l'énergie. Développée par H. W. Brachinger, la théorie de l'inflation perçue affirme que la perception dépend de la fréquence d'achat des biens et services. Par ailleurs, il y a des écarts dans les pondérations utilisée par l'Insee et celle perçue par les ménages : statistiquement, le loyer représente 8% des dépenses de consommation, mais les ménages l'estiment à 38%.

10) L'apparition de nouveaux produits intervient-elle dans la perception de la hausse des prix ?

L'introduction de nouveaux biens donne plus de choix au consommateur pour substituer certains biens entre eux, ce qui réduit le coût de la vie (par exemple le téléchargement de films sur Internet ne fait pas partie de l'IPC mais le ticket de cinéma oui).

11) Qu'est-ce que le « revenu arbitral » ?

Le revenu arbitral est obtenu après déduction des dépenses pré-engagées du revenu disponible.

12) Sur quoi repose la distinction entre dépenses pré-engagées et dépenses incompressibles ?

Les dépenses pré-engagées sont l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme.

Outre les dépenses pré-engagées (logement, télécommunications, cantines, télévision, assurances, services financiers) retenues par la comptabilité nationale, d'autres dépenses contraintes pourraient aussi être déduites pour pouvoir apprécier l'aisance financière des ménages. Des études distinguent [Beatriz *et al.*, 2019], outre les dépenses pré-engagées, des dépenses dites « peu compressibles » (alimentation, santé, éducation, carburants, services de transports), c'est-à-dire des postes de consommation difficilement arbitrables à court terme.

13) Pourquoi la mesure du pouvoir d'achat doit-elle dissocier différentes catégories de RDB ?

Pour mesurer le pouvoir d'achat, l'évolution du revenu disponible brut est d'abord rapportée à celle du prix de la dépense de consommation des ménages pour obtenir l'évolution du RDB en termes réels. Celle-ci est ensuite ramenée par habitant, par ménage ou par unité de consommation (UC) pour tenir compte des évolutions démographiques et calculer ainsi l'évolution moyenne du pouvoir d'achat.

Internet et l'analyse de l'activité économique.

1) Quels liens peut-on établir entre internet et les différentes activités économiques ?

Internet est un nouveau canal d'information qui a permis l'essor de nombreux services de nature parfois très différente. Rendre compte de l'impact économique de cet ensemble protéiforme et évolutif d'activités relève objectivement de la gageure, tant les services qui se développent sur Internet tendent à brouiller les frontières traditionnelles, notamment entre ce qui relève de l'activité marchande et ce qui appartient à la sphère des activités bénévoles ou informelles.

2) Quelle est l'activité la plus pratiquée sur internet ?

L'usage d'Internet par les ménages répond à des motivations très variées (*figure 1*). Les Français l'utilisent principalement pour (dans l'ordre) : envoyer/recevoir des *e-mails*, accéder à leur compte bancaire, rechercher des informations sur leur santé, acheter des biens/services, organiser leurs vacances, jouer ou télécharger des

médias, participer à des réseaux sociaux, lire des journaux/magazines, vendre aux enchères ou rechercher un emploi.

3) Donner un ordre de grandeur concernant l'e-commerce en France.

chiffre d'affaires d'environ 92,6 milliards d'euros en 2018

4) Comment le co-voiturage est-il considéré dans le calcul du PIB français?

En pratique, les comptes nationaux ne mesurent pour l'instant pas la production de services de transport par les possesseurs de véhicules proposant un service de covoiturage. Toutefois, dans la mesure où la compensation demandée aux passagers ne couvre généralement pas davantage que les consommations intermédiaires, on peut considérer que la valeur ajoutée issue du covoiturage est nulle et que l'estimation du PIB n'est donc pas faussée, bien que la production totale soit sous-estimée.

5) Internet contribue-t-il à une meilleure diffusion de l'information économiquement pertinente ?

Internet permet en effet une meilleure diffusion de l'info économiquement pertinente, notamment avec la multiplication des sources d'information (experts, commentaires de particuliers, comparateurs en ligne pour trouver le meilleur prix ou meilleur rapport qualité prix...). Cependant : les coûts de recherche restent importants sur Internet. Leur ampleur permet d'expliquer pourquoi une part non négligeable des consommateurs renonce à des économies substantielles en ne cherchant pas assez d'information. Sur les moteurs de recherche d'hôtel, Koulayev (2014) estime que le coût médian de la recherche tourne autour de 10 dollars par page de résultats. Jin et Kato (2006) montrent également que sur eBay (via le système d'enchères) des vendeurs « survendent » la qualité de leurs produits et trompent ainsi des acheteurs, principalement les moins expérimentés. Enfin, Mayzlin et al. (2013) montrent que les entreprises manipulent parfois l'information : en particulier, certains hôtels tendent à truquer les notes disponibles sur des sites Internet comme TripAdvisor en s'attribuant de bonnes notes et en attribuant de mauvaises notes à leurs concurrents.

6) Internet concoure-t-il à une plus grande transparence des prix ?

Oui // Comparateurs de prix + sites qui aident les consommateurs.

Mais : pratiques commerciales sur internet et transparence sont deux idées qui doivent aller de paire. En effet, bien souvent des taxes « invisibles » au premier coup

d'œil viennent se rajouter au moment du paiement, ce qui peut induire en erreur un consommateur tenté par des prix affichés « déifiant » toute concurrence.

+ problèmes des comparateurs de prix :

- Le panel des [sites](#) référencés est souvent présenté à tort comme exhaustif (certains privilégient partenaires commerciaux) ;
- L'imprécision des informations relatives au prix a en revanche diverses causes : l'imprécision ou le manque d'homogénéité des informations transmises par les sites marchands complique le classement des offres par les prix par les sites comparateurs : prix TTC incluant ou non les frais de port, de livraison, de garantie complémentaire...

Les relations commerciales entre sites marchands et sites comparateurs (code de commerce) :

- Les conditions de vente sont parfois incomplètes sur le volet tarifaire, avec une imprécision sur les modalités de référencement et de rémunération des sites marchands. Ces imprécisions sont susceptibles d'engendrer des pratiques discriminatoires

En conclusion, les sites comparateurs de prix sont davantage sensibilisés à la nécessaire transparence de l'information donnée au consommateur sur les prix. Les conditions commerciales pourraient en revanche être encore améliorées

De +, cybermarchands ne mentionnent quasiment jamais l'existence d'un prix de référence, lequel permettrait au consommateur de vérifier la véracité des annonces de réductions de prix.

7) Internet concoure-t-il à une baisse des prix ?

Internet exacerbe la concurrence entre les vendeurs via les sites de comparaison en rassemblant des informations sur de nombreuses offres aisément disponibles pour le consommateur(en termes de coût de déplacement comme de délais de livraison). En principe, l'e-commerce devrait donc diminuer à la fois le niveau et la dispersion des prix. Les analyses existantes aboutissent toutefois à des conclusions nuancées. De nombreuses études montrent ainsi que les prix sont plus bas sur Internet comme Brynjolfsson et Smith (2000) pour les livres, Scott-Morton, et al. (2001) pour les voitures neuves, Brown et Goolsbee (2002) pour les prix des contrats d'assurance, et Overby et Forman(2014) pour les voitures d'occasion. Cependant, d'autres études ne trouvent aucune différence significative entre les prix sur Internet et dans les magasins physiques. Par exemple, c'est le résultat de Clay, et al. (2002) dans une autre étude sur les livres. En outre, Cavallo (2015) observe que les acteurs multicanaux proposent souvent les mêmes offres commerciales quel que soit le canal de vente. Les causes pouvant expliquer qu'il y ait différents prix et qui ne

soient pas forcément significativement + bas qu'en dehors d'internet : une forme d'hétérogénéité qui subsiste, les coûts de recherche qui restent élevés, et les stratégies de complexification des offres.

8) Pourquoi considère-t-on qu'internet contribue davantage à la hausse du bien-être qu'à celle du PIB ?

L'impact du développement de l'e-commerce sur PIB devrait être limité dans la mesure où il correspond principalement à la création d'un nouveau canal de vente qui se substitue aux ventes physiques. Une partie de cet effet pourrait même être négatif sur le PIB dès lors que la substitution s'effectue via des opérateurs étrangers (évasion des marges commerciales). Également, la valeur ajoutée des sites de mise en relations réduit aux marges prélevées sur les transactions. En revanche, l'impact devrait être fort sur le bien-être des individus : en augmentant la variété des produits et services proposés, en développant le marché de l'occasion, et en facilitant la vie quotidienne. Ces gains n'ont pas vocation à être retracés dans le calcul du PIB—qui est essentiellement une mesure de la production nationale—, et ils échappent donc aux mesures de la comptabilité nationale. + forte substitution des ventes Internet Aux Ventes Physiques.

9) Les gains liés à l'utilisation d'Internet se répartissent-ils de manière uniforme dans la population ?

Les gains de l'utilisation d'Internet ne sont pas distribués uniformément au sein de la population. Les études montrent que certains groupes bénéficient plus fortement de l'utilisation d'Internet. Aux États-Unis, Scott-Morton et al. (2003) trouvent que les minorités (d'origines africaines ou hispaniques) bénéficient plus des gains informationnels d'Internet. De même, pour Zettelemeyer et al. (2006), les consommateurs qui ne savent pas bien négocier les prix sont ceux qui bénéficient le plus d'Internet car cet outil leur permet de collecter de l'information plus

facilement. Sinai et Waldfogel (2004) montrent également que les individus qui font partie de minorités culturelles ou ethniques dans une ville sont capables d'interagir avec des individus semblables sur Internet, et donc de compenser leur localisation géographique. Enfin, les individus dont l'emploi du temps est serré utilisent plus Internet pour se décharger de leurs tâches quotidiennes [Lohse et al., 2000]. Ainsi, les individus issus des minorités de toutes sortes semblent mieux bénéficier des gains d'Internet

10) Quelles relations peut-on établir entre internet et l'économie des loisirs ?

Insee étude sur activités les plus pratiquées sur internet au cours des 3 derniers mois :

- > organisation des vacances : 28% en 2007 / 35% en 2012
- > Jouer ou télécharger des jeux, des images, de la vidéo, de la musique : 20% en 2007 / 31% en 2012
- > Participer à des réseaux sociaux : 18% en 2007 / 30% en 2012
- > Lire ou télécharger des journaux ou des magazines : 15% 2007 / 28% 2012

—> internet = médiateur entre consommateurs de loisirs et producteurs et est de plus en plus utilisé pour pratiquer des loisirs ou pour organiser la pratique de loisirs

11) Les données massives (big data) permettent-elles de mieux prévoir la conjoncture économique ?

> Si l'acte d'acheter en ligne est en lui-même très répandu, il est impossible de quantifier précisément la part exacte du e-commerce dans la dépense de consommation des ménages. En effet, pour estimer la dépense des ménages en comptabilité nationale, l'Insee a recours aux données issues de panels de consommateurs et surtout de distributeurs qui bien souvent ne différencient pas les transactions selon qu'elles s'effectuent via Internet ou dans un magasin physique.

- + L'estimation de la consommation via des pure players est susceptible de poser d'autres difficultés. Si par définition la totalité des achats auprès de ces entreprises se font en ligne, leur identification peut être problématique lorsque les sites correspondants sont localisés à l'étranger.

> Internet permet aisément de localiser l'essentiel de la valeur ajoutée sous des cieux fiscalement plus cléments dans le cas du commerce de marchandises et de certains acteurs du transport proposant des services de véhicules de transport avec chauffeur (VTC).

> De manière plus générale, le fait est qu'en facilitant la mise en relation de particuliers qui ne se connaissent pas a priori, Internet est susceptible de favoriser le développement d'une activité de nature marchande non déclarée sous couvert d'économie collaborative : par exemple si des personnes s'adonnent à une échelle « industrielle » à la collecte et à la revente de biens d'occasion de sorte que les marges dégagées leur procurent un revenu substantiel. Il est donc possible qu'Internet donne de la sorte à certaines activités clandestines une ampleur qu'elles n'auraient jamais pu atteindre avec les moyens de communication traditionnels. La comptabilité nationale a naturellement vocation à retracer l'ensemble des activités dissimulées à des fins de fraude sociale ou fiscale. Mais les corrections appliquées le sont à dire d'expert, et sur la base de proportions données de l'activité déclarée dans certains secteurs d'activité. Par construction, un éventuel essor des activités clandestines lié au développement d'Internet échapperait aux outils de mesure traditionnels des comptables nationaux.

> À l'inverse, il est également possible qu'Internet amène à déclarer même partiellement des activités qui auparavant ne l'étaient pas du tout, du fait de la plus grande traçabilité des transactions conclues

via Internet, qui accroît les possibilités de détection de la fraude. Ceci peut dissuader les personnes concernées de frauder, notamment si l'impact favorable d'Internet sur leur volume d'activité est tel qu'il compense la perte liée à l'imposition des revenus. Le choix de certaines plates-formes d'adopter une attitude coopérative vis-à-vis des pouvoirs publics—comme Airbnb, qui depuis l'automne 2015 collecte la taxe de séjour pour le compte de la mairie de Paris —, est également de nature à enclencher un processus vertueux.

> Les offres Internet sont bien prises en compte par l'Insee dans le calcul des indices de prix, et notamment de l'indice des prix à la consommation (IPC). Il reste que le développement d'Internet peut affecter la précision des indices de prix dans la mesure où les caractéristiques des offres Internet sont moins stables dans le temps que celles des biens et services vendus dans des magasins physiques. La mesure de l'IPC repose en effet sur l'observation de l'évolution du prix de produits aux caractéristiques données. Or, le point de vente constitue l'une des caractéristiques d'un produit : les évolutions des prix sont donc mesurées à point de vente inchangé. L'essor des ventes via Internet fragilise cette approche dans la mesure où la rotation des produits est beaucoup plus forte sur les sites de vente en ligne que dans les points de vente traditionnels, mais aussi parce que les conditions d'achat d'un produit donné peuvent très facilement varier d'un mois sur l'autre sur Internet (inclusion ou non des frais de port dans le prix, par exemple). La question de la gratuité mérite une mention particulière : lorsque Internet permet le développement d'une offre gratuite, substituable au moins partiellement à des offres marchandes existantes, le phénomène peut légitimement être analysé économiquement comme une baisse drastique des prix. Pour autant, rien de tel ne va se voir dans les données de l'IPC dans la mesure où le champ de cet indice est celui des biens et services marchands consommés sur l'ensemble du territoire ; or, les cas de stricte gratuité sortent par définition de la sphère marchande.

> Internet permet aussi d'optimiser le choix des consommateurs. Par exemple, ils peuvent choisir d'aller skier ou de jouer au tennis en fonction de prévisions météo facilement disponibles sur Internet. —> facilite prévisions des tendances de consommation des consommateurs
Cependant, il reste difficile de mesurer le surplus généré par l'utilisation d'Internet dans ce cas précis.

Objets communs aux sciences sociales.

1. – Acteurs, institutions et organisations.

c) Différentes formes d'institutions et d'organisations : Etat, marchés, entreprises, associations.

1) Donnez trois exemples de coûts de transaction ?

- coût de recherche et d'information : prospection, comparaison du rapport qualité/prix des différentes prestations proposées, étude de marché...
- coût de négociation et de décision : rédaction et conclusion d'un contrat < coûts d'opportunité qui garantissent respect des clauses contractuelles, honoraires de conseils juridiques...
- coût de surveillance et d'exécution : contrôle de la qualité de la prestation, vérification de la livraison ...

2) Quelles sont les principales caractéristiques des théories contractuelles de la firme ?

- l'ensemble des organisations comme des institutions, sont conçues comme le résultat d'accords librement négociés entre individus
- questions clés :

- > pbmes de construction (de design) des contrats
- > les conditions qui assurent la mise en oeuvre effective des engagements contractuels
- > l'identification des coûts qui en résultent (coûts de transaction ou coûts d'agence)
- > firme = conçue comme système particulier de relations contractuelles entre indiv (“noeud de contrats”) pbmes issus des asymétries d'info + du fait que indiv au sein des firmes ont intérêts différents

3) Quelle est la signification de la notion de spécificité des actifs dans l'approche de Oliver Williamson ?

Spécificité des actifs (= un déterminant des coûts de transaction) : investissements durables (et immuables) liés à des transactions particulières et difficilement redéployables (sans coûts) vers d'autres usages et d'autres clients

—> leur usage permet à l'entreprise d'engranger des effets d'apprentissage

- spécificité de site (localisation des actifs)
- spécificité liée aux technologies
- spécificité physique concernant le mode de transport de certaines marchandises
- spécificité liée au K humain
- spécificité de marque/ immatérielles (cf effets de réputation)

—> phénomènes qui en découlent : lock-in et quasi rente

4) Quelle conception de la firme Demsetz et Alchian défendent-ils?

Demsetz et Alchian ont développé théorie des droits de propriété : selon eux, d'un pt de vue ontologique, pas de différence entre firmes et marchés car la firme n'est pas définie par l'autorité : **FIRME = STRUCTURE CONTRACTUELLE** cad “Noeud de contrats”

Ds firmes comme ds marchés, il y a de **relations d'échange (contrat = support des relations d'échange)** : suppose transfert de droits de propriété et la firme n'a pas de pouvoir d'autorité (ne possède pas ts ses intrants)

potentialité du marché = révéler niv de pté des agents ...> firmes cherchent efficacité allocative de face pbmes d'externalité, d'incitation, + complexité travail en équipe —> solution = **contrôleur** qui remplit fonctions de coordination

5) Quels sont les fondements de la théorie de l'agence ?

Cette théorie générale s'appuie sur la relation principal-agent. Elle décrit les relations entre les actionnaires (principal) et le manager (agent) dans un contexte d'asymétrie d'information. Ces agents ont des intérêts contradictoires. Les actionnaires cherchent avant tout à maximiser la valeur de la firme tandis que le manager cherche à maximiser son revenu et donc la taille de l'entreprise. La théorie de l'agence permet d'expliquer les stratégies des firmes selon que le principal ou l'agent contrôle l'entreprise. La définition la plus classique d'une telle relation d'agence est celle donnée par Jensen et Meckling (1976) « Nous définissons une relation d'agence comme un contrat par lequel une ou plusieurs personnes (le principal) engage une autre personne (l'agent) pour exécuter en son nom une tâche quelconque qui implique délégation d'un certain pouvoir de décision à l'agent ».

6) Quels sont les apports de Herbert Simon à la théorie de la firme ?

Simon a développé le concept de rationalité limitée pour analyser le comportement organisationnel et la prise de décision. Selon ce modèle, l'organisation est envisagée comme un système composé de plusieurs acteurs évoluant dans une situation à rationalité limitée.

Simon a mis en évidence les limites de la rationalité des décisions :

- environnement = trop complexe pour être appréhendé dans sa globalité
- connaissance des conséquences d'une décision toujours partielle
- difficile d'évaluer les conséquences futures d'une décision
- le plus souvent, on examine qu'un nombre restreint de choix possibles

Ainsi, la rationalité d'un individu est limitée faute de temps, faute de capacité, faute d'informations.

Il s'est également intéressé au processus décisionnel qu'il a divisé en 3 phases :

- perception et l'identification du problème : intelligence
- conception des solutions (modélisation) : compétence
- sélection de la meilleure solution : choix

Enfin, Simon a défini deux types de décisions :

- décisions programmables : répétitives (ex : traitement des commandes),
- décisions non programmables : exceptionnelles (ex : lancement d'un nouveau produit).

7) A quel contexte historique renvoie l'expression « big business » ?

Les grandes entreprises sont un terme utilisé pour décrire les grandes sociétés, qu'elles soient individuelles ou collectives. Le terme a été utilisé pour la première fois de façon symbolique à la suite de la guerre civile américaine, surtout après 1880, dans le cadre du mouvement de regroupement qui a commencé dans les affaires américaines à l'époque.

transformation économique marquée par la maturation de l'économie industrielle, l'expansion rapide des grandes entreprises,

Une explosion d'innovations technologiques à la fin du 19^{ème} siècle a alimenté cette croissance économique fulgurante. Cependant, la montée en puissance de la société américaine et l'avènement des grandes entreprises La mécanisation a également amené l'agriculture dans le monde des grandes entreprises, faisant des États-Unis le premier producteur mondial de produits alimentaires - une position à laquelle elle ne s'est jamais rendue. Une croissance sans précédent de l'immigration et de l'urbanisation après la guerre civile était indispensable à cette croissance et à ce développement

8) Quel est le point de vue de Veblen sur les rapports entre firmes et société à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle ?

Veblen considéré comme étant un des fondateurs de la sociologie économique. Cette discipline se caractérise par une volonté de replacer l'économie, les affaires et donc les firmes dans le cadre de la société

Liens étroits entre firmes et société : la grande entreprise est selon Veblen, une entité sociale où s'affrontent des modèles de direction ou de gestion par classes professionnelles

interposées. Les modèles de direction, les méthodes de management à l'œuvre, à un moment donné, sont donc à prendre en compte pour comprendre les relations entre les affaires et la société.

(+ Evidemment, grande dimension sociale accordée à la conso, qui se fait par l'offre des firmes.)

· 9) **Que sont les « professions pécuniaires » ?**

Pour Veblen, il existe 2 types de profession, pécuniaire et industrielle. Dans la catégorie pécuniaire entrent les occupations qui ressortissent à la propriété et à l'acquisition. Les affaires économiques de la classe de loisir se traitent dans les professions pécuniaires (tandis que celles des classes laborieuses se trouvent surtout dans la catégorie industrielle). La discipline des emplois pécuniaires tend à conserver et à cultiver certaines aptitudes à la rapacité ; dans cette mesure-là, l'expérience de la vie économique favorise la survie et le renforcement du tempérament prédateur.

10) **Quelle place la notion de compétition tient-elle dans les analyses de Veblen ?**

La compétition est perçue par Veblen plutôt d'un point de vue social même si celle-ci peut être définie par des déterminants économiques notamment sur le marché. Or les institutions introduisent la notion du social pour justifier des faits économiques.

11) **Que doit-on entendre par « transaction de marchandage » ?**

concernant la transaction de marchandage, c'est-à-dire les interactions entre acteurs économiques ayant pour objet la circulation des choses économiques, l'analyse comprend d'une part, la définition institutionnelle de l'enjeu économique objet de cette transaction, d'autre part, les statuts institués des acteurs dans cette transaction.

12) **A quoi Commons se réfère-t-il par « transaction de direction » ?**

Alors que l'ordre économique institué dans les transactions de marchandage permet plus ou moins bien de réguler les transferts légaux de droits de propriété sur la disposition future des marchandises, un autre type d'ordre économique doit être institué dans le monde de la production. Dans ce dernier, le conflit doit nécessairement céder la place à la dépendance coopérative de telle sorte à assurer l'efficacité productive. Cette autre régulation institutionnelle se situe donc au niveau de ce que Commons appelle la transaction de direction, c'est-à-dire l'action collective qui régit les actions individuelles au sein des unités productives. Dans cette transaction de direction, les acteurs sont dans une relation de supérieur à inférieur nécessitée et légitimée par les impératifs d'efficacité technique et organisationnelle requis dans la production. Un ensemble de règles opérantes déterminent les rôles hiérarchiques et techniques de chaque acteur individuel de telle sorte que l'action collective ainsi structurée et organisée fasse travailler "en concert" une variété d'acteurs individuels vers un but commun.

13) **Quelle est la signification de la « transaction de répartition » chez Commons ?**

Le troisième volet de l'économie instituée est, selon Commons, celui relatif à la souveraineté économique, c'est-à-dire la répartition des charges et des bénéfices de l'activité économique. Commons analyse cette autre dimension institutionnelle de l'économie à l'aide du concept de transaction de répartition. Maintenant le conflit, et donc l'ordre institué qu'il nécessite, résident non plus dans la circulation, ni dans la production, mais dans la répartition. La formule de la transaction de répartition met en rapport de supérieur à inférieur les acteurs économiques. Une fois définies dans le groupe socio-économique concerné les modalités légitimes de la répartition, l'autorité de gouvernance, en position de supériorité souveraine, distribue les charges et les bénéfices aux acteurs économiques assignés à une position d'obéissance. Là encore les règles opérantes de l'action collective dans la transaction de répartition construisent pour chaque acteur un monde économique instituée dans lequel leur futurité se structure.

14) A quoi (et qui) la transaction de répartition théorisée par Commons s'oppose-t-elle ?

La normativité du message commonsien quant au caractère relativement "raisonnable" de l'institution économique tranche donc avec la normativité du message veblenien où, à l'inverse, l'institution économique est la concrétisation cérémonielle de la domination propriétaire. Ces deux normativités, radicalement opposées, constituent l'une des principales lignes de démarcation qui sépare jusqu'aux nos jours les deux "traditions" constitutives de l'institutionnalisme américain.

15) Qu'est-ce qui sépare selon North la nouvelle économie institutionnelle de la « Neo classical theory » ?

→ La prise en compte de la rationalité instrumentale. (Pour Weber, la **rationalité instrumentale**, ou **rationalité en finalité**, ordonne les objectifs et les moyens les mieux adaptés aux buts poursuivis. Il s'agit pour l'acteur d'atteindre les buts qu'il s'est donné avec une efficacité optimale ou de croire, avec les informations dont il dispose, qu'il emprunte une méthode efficace.)

A citer avec votre plus bel accent pour l'impressionner : "Institutions are unnecessary in a world of instrumental rationality; ideas and ideologies don't matter; and efficient markets (both economic and political) characterize economies."

"In fact, we have incomplete information and limited mental capacity by which to process information. Human beings, in consequence, impose constraints on human interaction in order to structure exchange."

16) Qu'est-ce qui relie selon North la NEI à la Neo classical theory » ?

"The neo-classical result of efficient markets only obtains when it is costless to transact. When it is costly to transact, institutions matter. It is costly to transact; in fact a large part of national income is devoted to transacting. Therefore institutions and specifically property rights are crucial determinants of the efficiency of markets."

→ donc c'est les coûts de transaction

17) Comment la NEI de North prend-elle en compte la culture ?

Selon Veblen, dans une approche "évolutionnaire", les institutions sont "des habitudes mentales prédominantes, des façons très répandues de penser les rapports particuliers et les fonctions particulières de l'individu et de la société". Cette conception renvoie à la part d'individualité des agents (approche individualiste) mais aussi au social (p.d.v. holiste). Les façons de penser renvoient aux différentes cultures d'une société. S'inspirant de Veblen, North rajoute que les modèles mentaux des individus sont en partie dérivés de la culture (acquis en partie via l'expérience et l'apprentissage). La culture consiste en un transfert intergénérationnel de connaissances, normes et valeurs et varient radicalement selon les différents groupes ethniques et les sociétés. Il existe donc une immensité de modèles culturels en fonction de l'immensité des perceptions du monde. Les institutions sont donc le reflet des cultures.

18) Quelle est selon Douglas North la raison d'être des institutions?

Les institutions ont été créées pour réduire l'incertitude dans les échanges entre les individus et structurent les interactions. Elles se composent de règles formelles (lois..) et informelles (normes de comportements...). Ces institutions sont là pour réduire les coûts de procuration de l'information.

19) Comment North distingue-t-il les institutions et les organisations ?

Les institutions sont les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, elles sont les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine. Par conséquent, elles structurent les incitations à l'échange humain, que celui-ci soit politique, social ou économique.

Au contraire, les organisations sont les joueurs dont le but commun est de remplir des objectifs ; elles font référence aux différents organismes politiques (Sénat, partis politiques, conseil municipal), économiques (entreprises, syndicats, coopératives), sociaux (église, groupes sportifs) et éducationnels (écoles, universités).

20) Illustrez la manière dont North décrit les institutions : « formal rules », « informal constraints »,

« enforcement characteristics ».

Les institutions sont des contraintes produites par les hommes pour structurer les interactions politiques, économiques et sociales.

Formal rules : constitutions, lois, droits de propriété

Informal constraints : sanctions, tabous, habitudes, traditions

21) Comment le changement institutionnel est-il expliqué par North ?

L'existence d'asymétrie informationnelle entre les échangistes provoque des coûts de transactions. Afin de les minimiser les institutions politiques sont chargées de les contrôler. Or, ceux qui sont aux commandes des institutions ont pour but de maximiser leur profit et non le profit social. Les coûts de transactions ne sont donc pas minimisés et les entrepreneurs décident alors d'entrer en politique pour que le changement institutionnel soit effectif.

22) Quelle est la nature de la firme selon Coase ?

La firme est une forme de coordination qui présente une solution efficace aux coûts de transactions marchandes. La firme présente une alternative au marché où le principe de coordination par les prix est substitué par une coordination administrée et centralisée.

23) Qu'est-ce que la spécificité des actifs dans la théorie d'Oliver Williamson ?

Actif: ressource pour l'entreprise qui correspond à un investissement durable lié à des coûts de transaction

Ex: spécificité de site (irréversibilité spatiale), spécificité liée à la technologie, spécificité physique (modes de transport), spécificité du capital humain, spécificité de marque (effet de réputation).

24) Quel rôle l'opportunisme tient-il dans la théorie d'Oliver Williamson ?

L'incomplétude des contrats peut être source d'opportunisme (cas Fisher-Body). Une des solutions face à l'opportunisme peut être l'intégration verticale.

25) Pourquoi selon Alchian et Demsetz la firme n'est-elle pas ontologiquement différente du marché ?

Auteurs cherchent réhabiliter la théorie néoclassique

Pour eux la firme est un prolongement des relations de marchés grâce aux contrats qui peuvent être conclus ou rompus se substituant ainsi au mécanisme des prix. L'économie est donc régie par un principe de liberté qui agit aussi bien sur le marché qu'au sein de la firme. C'est cette caractéristique commune aux deux entités qui fait qu'il n'y a pas de différence ontologique entre marché et firmes

Néanmoins, la signature de contrats durables (hiérarchie) peut se justifier. Dans le cas d'un travail en équipe au sein de la firme, la contribution effective de chaque participant à une activité productive n'est pas toujours mesurable, ce qui entrave une régulation efficace par les seuls contrats. Les recours à des dispositifs de contrôle et d'incitation est avantageux et l'agent qui se charge de la mise en oeuvre de ces dispositifs est un "créancier résiduel" qui perçoit un revenu (le profit). Cette fonction de contrôle est assortie d'une distribution des droits de propriété de la firme.

26) Que signifie : « la firme comme nœud de contrat » ?

La firme est un nœud de contrats pour Alchian et Demsetz car ce n'est qu'un ensemble de contrats organisés de telle manière qu'ils dessinent une structure de droits de propriété dont la raison d'être est l'efficacité de la production seule. La firme est réduite à un ensemble de relations contractuelles ; selon la théorie de l'agence, c'est donc une fiction juridique.

Critique:

La firme comme nœud de contrats est réduite à un ensemble de relations contractuelles : c'est donc une fiction juridique or l'entreprise ne saurait se limiter à ce statut. La firme ne saurait être dépouillée de toute existence ontologique.

De même, selon cette théorie, la question de la propriété de la firme ne se pose pas : les facteurs de production ne font pas l'objet d'une propriété qui serait celle de la firme.

27) Qu'est-ce que la technostructure analysée par J.K. Galbraith ?

= équipe de managers disposant du véritable pouvoir dans l'entreprise sans pour autant détenir le capital
Groupe aux contours flous (spécialistes et techniciens dont les compétences sont essentielles pour le fonctionnement de la firme)

Le pouvoir de la technostructure provient de l'évolution du progrès technique et de la complexité croissante des opérations de production. Il prend aussi sa source dans les exigences de la planification des grandes firmes. Ne recherche pas la maximisation du profit mais plutôt celle du chiffre d'affaires

28) Qu'est-ce que la théorie de l'agence ?

Origine = article 1976 Jensen et Meckling

La théorie de l'agence analyse les contrats par lesquels une ou plusieurs personnes (le principal) font appel à une autre (l'agent) pour exécuter en leur nom une tâche quelconque qui implique une délégation d'un certain pouvoir de décision de l'agent (relation d'agence)

Incertitude et asymétrie d'information entre le principal et l'agent (agent a plus d'info et peut exploiter cet avantage)

Le contrat est nécessairement incomplet et le contrôle de l'agent par le principal implique des coûts d'agence (surveillance)

Problématique : comment construire un système d'incitations et de surveillance qui empêche un comportement opportuniste et aléa-moral de l'agent ?

Conception de la firme dans cette théorie : firme comme noeud de contrat entre les parties prenantes

Rapports entre les individus ne sont pas des rapports d'autorité (rapports contractuels libres)

29) Que sont les coûts d'agence ?

Dans une relation d'agence, les asymétries de l'information à l'œuvre peuvent potentiellement engendrer des conflits d'intérêt. Pour les régler, il est nécessaire de passer par un contrat, contrat qui implique des coûts appelés coûts d'agence. Ils sont de trois sortes :

- les coûts de surveillance et les coûts d'incitation pour aligner et orienter les conduites et éviter l'anti-sélection

- les coûts d'obligation : imposés à un agent pour qu'il n'agisse pas contre les intérêts du principal

- la perte résiduelle : résultat de l'action d'un agent = ce que le Principal espérait

30) Comment comprendre les analyses sur la variété des capitalismes ?

j'avais plusieurs réponses en tête mais la deuxième me semble être la plus juste

Hall P. a. and Soskice D., Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage, Oxford,

Oxford University Press, 2001.

Travaux de la NEP (nouvelle économie politique)

distinction entre « économies libérales de marché » (ELM, type RU et Irlande) et « économies de marché coordonnées » (EMC, types Allemagne et pays nordiques)

ELM : marché du travail dérégulé, relations industrielles faibles, nature de la coordination = marché, faibles interventions des politiques de l'emploi, indemnisation chômage faible, politiques salariales décentralisées

ECM : syndicats et processus de coordination, nature de la coordination = coopération, politiques interventionnistes, indemnisation généreuse, politiques actives de l'emploi, financement par l'impôt, place importante des syndicats

SINON :

Berle et Means The Modern corporation and Private Property, 1932

Baumol "On the Theory of Expansion of the Firm" The American Review, 1962

Kism familial => managérial => actionnariat (financier)

Complexification des économies, spécialisation, propriétaires ≠ dirigeants (objectifs disjoints, question de prestige et de reconnaissance pour les managers, formes de coordination qui s'écarte du marché) => à CT actionnaires ne sont plus en position de force et se contentent d'un profit minimum et à LT le profit devient une variable instrumentale (mise en réserves ou distribution de dividendes)

DANS LES DEUX CAS : les analyses sur la variété des capitalismes permet de comprendre comment la firme se transforme et comment se coordonnent les activités économiques à l'intérieur de la firme

Perspective historique pour expliquer la firme